



## **Conseil de Métropole**

### **Montpellier Méditerranée Métropole**

-----

**Séance publique du  
21 juillet 2016**

-----

## **PROCES-VERBAL**

## **Monsieur le Président**

Avant d'entendre l'hymne national qui débute chacune de nos séances, je voudrais vous convier à une minute de silence en mémoire des victimes des attentats de Nice qui ont endeuillé tant de familles et qui ont créé un grand traumatisme dans notre pays.

*Une minute de silence est respectée.*

## **Monsieur le Président**

Je vous remercie. Je déclare ouverte la séance du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du jeudi 21 juillet 2016.

Avant de procéder aux informations et à l'approbation de l'ordre du jour, nous avons souhaité remettre la médaille de citoyen d'honneur de la Métropole à plusieurs personnes ici présentes, qui l'ont acquise à la force de leurs exploits et de leur travail.

Par cette cérémonie, et devant les Maires de la Métropole, les élus métropolitains, nous allons faire citoyen d'honneur de la Métropole Monsieur Jacques Bousquet, ancien combattant et fondateur de l'Association du mémorial héraultais d'Afrique du Nord. Je salue la présence de Madame Le Dain, Députée de l'Hérault, qui nous a fait l'amitié de participer à cette séance du Conseil.

Monsieur Jacques Bousquet, vous êtes né le 20 mai 1933 à Montpellier et votre famille est installée à Ville-neuve-lès-Maguelone. Dès l'âge de quinze ans, vous pratiquez des activités spéléologiques en devenant secrétaire du Spéleo club de Montpellier, des activités archéologiques en étant secrétaire-trésorier du Centre archéologique des Chênes verts.

Cette passion pour l'histoire, vous la conserverez toute votre vie. Vous faites classer plus tard les collections à l'Inventaire des monuments historiques et les déposez au Musée languedocien ; vous êtes actuellement secrétaire de l'Association des amis du Musée languedocien. Vous êtes également secrétaire pendant vingt ans de la Fédération archéologique de l'Hérault, et sous son égide fondateur de la *Revue archéologie* en Languedoc. Par la suite, vous êtes responsable de l'organisation de plusieurs congrès et colloques internationaux en tant que Vice-Président de la Société archéologique de Montpellier.

Vous avez effectué vos études à la faculté de droit de Montpellier. Vous êtes sous-officier. Vous avez servi au 94<sup>e</sup> régiment d'infanterie en Afrique du Nord, en zone opérationnelle des Aurès, dans le Sud constantinois, de mai 1959 à avril 1961. Vous obtenez un diplôme professionnel et devenez principal clerc d'huissier de justice de 1961 à 1968. Ensuite, vous êtes clerc d'un office d'huissier de justice jusqu'en 2006.

Vous pratiquez des activités sportives, notamment le tir. Vous êtes arbitre et moniteur national, vous êtes Président d'une société de tir de 1974 à nos jours. Vous êtes également présent au sein du monde des anciens combattants depuis 1971. Vous êtes membre de la commission départementale de l'Hérault de Mémoire et solidarité. En 1998, vous avez fondé l'Association du mémorial héraultais d'Afrique du Nord que vous présidez toujours, qui rassemble les principales fédérations et unions concernant les victimes et anciens combattants. Après un long travail de recherche des actes de naissance, avec l'aide des administrations concernées, vous avez élaboré un recensement inédit des militaires héraultais tombés en Afrique du Nord, qu'ils soient nés, inhumés ou ayant résidé dans le Département de l'Hérault.

Le 27 octobre 2009, grâce à vous, le monument pour les soldats morts en Afrique du Nord est inauguré sur la Promenade de la corniche de Sète, équidistante des limites du Département, sur un site hautement symbo-

lique face à la Méditerranée. C'est aussi par ce port que pendant la guerre beaucoup de matériels ont transité vers l'Afrique du Nord et que des corps ont été rapatriés.

Vous effectuez également des actions de mécénat pour la protection et la sauvegarde du patrimoine montpelliérain, notamment pour l'orfèvrerie, les faïences de Montpellier des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, et des peintres régionaux.

Détenteur de la croix du combattant, vous recevez la médaille d'argent de la Jeunesse et des Sports et devenez chevalier de l'Ordre national du mérite. En octobre 1993, Georges Frêche vous remettait la médaille de citoyen d'honneur de la Ville de Montpellier. Pour toutes ces actions envers le monde des anciens combattants, pour votre passion pour l'archéologie, pour l'histoire de notre ville, de notre Métropole, de notre Département et de notre Région, c'est avec un immense plaisir, Monsieur Bousquet, que je vous remets la médaille d'honneur de Montpellier Méditerranée Métropole.

**Jacques BOUSQUET**

Merci Monsieur le Président. Vos propos sont très élogieux à mon égard. J'avais souhaité peut-être dire à l'impromptu certains mots, mais j'ai pris la précaution de préparer un petit texte.

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, je tiens bien sûr à vous exprimer mes remerciements pour cette marque de sympathie et de reconnaissance. Né à Montpellier comme vous l'avez indiqué, j'ai très tôt, dès l'âge de quinze ans, exercé des responsabilités au sein d'associations diverses, vous l'avez également rappelé.

**Monsieur le Président**

Pardonnez-moi.

**Jacques BOUSQUET**

Je vous en prie.

**Monsieur le Président**

Pourriez-vous être sages sur les rangs ? Cela s'appelle la politesse.

**Jacques BOUSQUET**

Montpelliérain, j'ai toujours cherché à défendre les couleurs de notre ville, de notre Région, en m'impliquant depuis près de 70 ans au sein de diverses associations, vous l'avez rappelé et je tiens à le souligner. Mon souci a été toujours d'essayer de défendre, de préserver le patrimoine de notre ville, de notre Région, dans divers domaines, notamment dans celui de l'histoire, des arts et de la culture.

Cette médaille, Monsieur le Président, a beaucoup de prix pour moi car elle est remise en présence des représentants des 31 Communes qui composent Montpellier Méditerranée Métropole que vous présidez. Je voudrais saisir l'occasion qui m'est offerte pour saluer l'ensemble de tous les acteurs locaux ici présents, car comme j'ai tenté modestement de le faire sur le plan associatif et à titre personnel, dans vos Communes vous poursuivez les mêmes objectifs, la défense des mêmes valeurs avec les difficultés, les soucis quotidiens que cela représente.

Nous sommes tous les héritiers d'un patrimoine inestimable, pour certaines Communes parfois d'un important et lourd héritage à gérer et à préserver. Je pense bien entendu à Lattes où j'ai accompagné Henri Prades dans ses premières démarches, à Murviel-lès-Montpellier, à Castelnau-le-Lez, à Maguelone, et encore bien d'autres. Bon nombre de ces vestiges, ces témoignages du passé, ont pu être sauvés grâce à l'action des chercheurs, des érudits locaux au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, et nombre de ces vestiges sont conservés au Musée languedocien de la cité archéologique de Montpellier créé en 1838.

Je tiens donc à saluer vos engagements, bien entendu au sein de vos Communes, mais également pour notre capitale Régionale, pour notre belle Région, en sauvegardant un héritage inestimable. Merci donc à vous aussi.

### **Monsieur le Président**

Merci Monsieur Bousquet. Merci beaucoup pour les propos que vous avez adressés aux 31 Maires de la Métropole.

Je vais demander à Jean-Luc Meissonnier, Vice-Président chargé des sports, à Fabien Abert, Adjoint aux sports de la Ville de Montpellier, de venir me rejoindre à cette tribune. Ils sont tous les deux en polo : c'est normal puisque nous recevons les champions de France et championnes de France de canoë-kayak.

### **Monsieur le Président**

Nous allons commencer par les filles. Aujourd'hui vont être honorées par la médaille de citoyen d'honneur de la Métropole les équipes féminines et masculines de canoë-kayak du club 3M canoë-kayak. Le club a été créé en 1967.

Si Monsieur Petit veut bien se taire, cela m'arrangerait ; depuis le début, il est très dissipé. Je vais être obligé de le mettre au piquet, cela me gêne. C'est une question de politesse. Il y a des sportifs champions de France, il faut savoir se tenir un peu.

Le club a été créé en 1977. Il rassemble aujourd'hui près de 460 licenciés, dont 60 compétiteurs reconnus comme club sportif de haut niveau, c'est-à-dire d'élite nationale et internationale, pour le kayak polo et le slalom. Ils pratiquent et s'entraînent sur la base de La Valette Agropolis, c'est-à-dire sur le territoire de la ville de Montpellier, en liaison avec la Commune de Clapiers. Présidé par Aymara Cruz depuis mai 2016, et antérieurement par Valérie Imbert de 2007 à 2016 ici présentes et que je remercie, le club confirme la place de Montpellier Méditerranée Métropole comme capitale du sport, et surtout du sport féminin. Nous sommes deuxièmes pour les hommes mais nous sommes premiers en France pour les filles.

C'est mieux comme cela. L'équipe masculine a été sacrée championne de France 2016 de kayak polo et ce pour la quatrième fois après 2012, 2013, 2015. A noter : ils ont été invaincus toute cette saison. L'équipe féminine n'est pas en reste. Elle s'est vu sacrer également championne de France 2016 pour la deuxième fois – la fois précédente était 2014. C'est d'ailleurs la seconde fois après 2013 que le club glane simultanément le titre chez les femmes et chez les hommes. Le statut de leader national étant clairement identifié, j'espère que cette performance pourra être rééditée lors de la coupe d'Europe des clubs début octobre en Espagne.

Je voudrais vous féliciter, filles et garçons, parce que vous apportez à la Métropole deux titres, championnes de France féminines de kayak polo, et champions de France masculins. On peut les applaudir et nous allons les faire citoyens d'honneur de la Métropole.

La politique est un art précis, ce n'est pas de l'à-peu-près. Sinon, il ne faut pas en faire, il faut continuer à se la dorer.

Je vais demander à Mademoiselle Bodkin de faire l'appel, ensuite je vous donnerai un certain nombre d'informations.

Il est procédé à l'appel.

**Maud BODKIN**

L'appel est clos, Monsieur le Président.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup. Le quorum est largement atteint, nous pouvons valablement délibérer. Je voudrais vous donner un certain nombre d'informations.

Première information : j'ai reçu un courrier de Marisol Touraine, Ministre de la Santé, qui prend acte de notre souhait de voir l'Institut du cancer recevoir un centre de protonthérapie. Comme je m'y étais engagé, j'ai fait l'intervention auprès du Ministère de la Santé, et Marisol Touraine m'en donne acte.

Deuxièmement, j'ai reçu un courrier du Ministère des Transports qui nous indique qu'il y a un doute sur la date de la DUP de la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan qui devait se terminer fin 2016.

Troisième point : j'ai écrit au Premier Ministre, Monsieur Manuel Valls, pour lui recommander la candidature d'Eurobiomed comme pôle national, vu les excellents résultats d'Eurobiomed.

Enfin, j'ai reçu un courrier émanant de Monsieur Petit, Madame Bouallaga et Madame Brissaud, me demandant de constituer ensemble un groupe. J'en prends acte.

Nous pouvons donc passer à l'ordre du jour.

## **AFFAIRE N° 1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR**

**Monsieur le Président**

L'ordre du jour comporte 83 affaires.

Je vous propose de retirer l'affaire 60 sur le schéma directeur des mobilités. En effet, une affaire aussi importante ne doit pas passer dans la chaleur de l'été. Nous la reporterons à la rentrée. Ensuite, je demande toute l'expertise et l'expérience du nouveau Directeur de TaM, Monsieur Egoumenides, pour apporter les modifications, les suggestions afin que le document proposé à la rentrée corresponde à toutes les attentes. J'ai besoin d'un autre regard. Nous nous donnons les deux mois d'été et nous le ferons à la rentrée. Je crois que c'est souhaitable.

Je vous propose un ordre du jour de 82 affaires au lieu de 83. Je mets aux voix la proposition. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

**AFFAIRE N° 2 : APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Monsieur le Président**

Vous avez pris connaissance de l'ensemble des décisions. Avez-vous des questions à poser ? C'est un prendre acte, je vous en remercie.

**AFFAIRE N° 3 : FINANCES – AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2015 – BUDGET PRINCIPAL DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION (ENVOYE LE 08/07/16)**

**Monsieur le Président**

Nous allons maintenant passer à l'affaire numéro 3. Les affaires 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, concernent les finances de Montpellier Méditerranée Métropole, et je passe la parole à Max Lévia.

**Max LEVITA**

Merci Monsieur le Président. L'affaire 3 est une simple conséquence du compte administratif que vous avez voté récemment. Pour le budget principal, je vous rappelle qu'il y a un résultat de fonctionnement de 85 335 000, que nous allons reprendre en fonctionnement dans le budget supplémentaire. Il y a un résultat d'investissement de -71 837 000, des soldes, des reports d'investissement de 2,2 millions, et un besoin de financement de la section d'investissement à hauteur de 69 634 000. Je vous demande d'affecter ces excédents à la section d'investissement ainsi qu'il est écrit dans le rapport.

Je les fais tous ?

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole sur l'affaire 3 ? Je mets aux voix. Contre ? Un contre ? Abstentions ? Adoptée.

**Max LEVITA**

C'est un pur résultat comptable. Cela passe du compte administratif au budget supplémentaire.

**AFFAIRE N° 5 FINANCES – AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2015 – BUDGET ANNEXE DU SERVICE ASSAINISSEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION (ENVOYE LE 08/07/16)**

**Monsieur le Président**

Pour le budget annexe du service d'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, nous avons un résultat de fonctionnement de 18 millions, un résultat d'investissement de -15 millions, des soldes et des reports d'investissement de 1 123 000, et un besoin de financement de la section d'investissement. Je vous propose donc d'affecter l'excédent de fonctionnement à la section d'investissement pour ce montant de 13 957 000, et à la section de fonctionnement pour un montant de 4 793 000.

**Monsieur le Président**

C'est l'affaire 5.

**Max LEVITA**

Pardon.

**Monsieur le Président**

Nous présenterons l'affaire 4 après, si vous êtes d'accord.

**Max LEVITA**

Excusez-moi, j'ai fait la 6.

**Monsieur le Président**

Tu as fait la 5. Finances – Affectation du résultat de l'exercice 2015 – Budget Annexe du Service Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole – Approbation

**Max LEVITA**

Comme vous économisez du papier, je n'ai pas tourné la bonne page. L'affaire 5, excusez-moi.

**Monsieur le Président**

Attends, je vais faire voter la 5.

**Max LEVITA**

Je ne l'ai pas dite.

**Monsieur le Président**

Si, c'est la 4 que tu n'as pas dite.

**Max LEVITA**

J'ai fait la 6.

**Monsieur le Président**

Alors, la 6. C'est laquelle que tu as faite, Max ?

**Max LEVITA**

La 6. Le budget annexe du service d'assainissement.

**Monsieur le Président**

Je fais voter l'affaire relative à l'affectation du résultat de l'exercice 2015 – Budget annexe du service assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole (affaire numérotée affaire 6 lors de l'envoi du 08/09 et inscrite en point 5 de l'ordre du jour en séance).

Contre ? Abstentions ? Un contre.

**Max LEVITA**

Maintenant, je passe à la 5.

**Monsieur le Président**

La 4, on ne l'a pas faite.

**AFFAIRE N° 4 : FINANCES – AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2015 – BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNERAIRES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION (ENVOYE LE 08/07/16)**

**Max LEVITA**

C'est le budget annexe des services funéraires : un résultat de fonctionnement affecté de 4 896 000, un résultat d'investissement en report 659 000. Je vous propose d'affecter l'excédent de fonctionnement à la section de fonctionnement pour un montant de 4 896 000, et le reste en investissement. J'ai fait 3, 4, 5.

Fais voter la 4.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix la 4. Contre ? Un contre.

**AFFAIRE N° 6 : FINANCES – AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2015 – BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION (ENVOYE LE 08/07/16)**

**Max LEVITA**

L'affaire suivante (affaire numéro 7 de l'envoi du 08/09, numérotée affaire 6 sur l'ordre du jour en séance) est le budget annexe du service public d'assainissement non collectif. Un résultat de fonctionnement de 56 000 euros, un résultat d'investissement de 1 304 euros, un solde et report d'investissement de -909 euros. Je vous propose d'affecter l'excédent de fonctionnement à la section de fonctionnement pour un montant de 56 655, et les autres opérations sont inscrites.

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Une contre. Abstentions ? Adoptée. Affaire suivante.



**AFFAIRE N° 7 : FINANCES – AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2015 – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION (ENVOYE LE 08/07/16)**

**Max LEVITA**

C'est l'affectation du résultat de l'exercice 2015 pour le budget annexe de l'eau potable. Nous avons un résultat de fonctionnement affecté de 2 654 000 que nous affectons pour partie à la section d'investissement, 2 379 000, et le reste à la section de fonctionnement. Il y a un résultat d'investissement en report de 6 116 euros, solde et report d'investissement -2 385 000 qui viennent d'être couverts.

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix l'affaire. Qui est contre ? Un contre. Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 8 : FINANCES – AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2015 – BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION (ENVOYE LE 08/07/16)**

**Max LEVITA**

C'est le budget annexe de l'eau brute. Les résultats du compte administratif 2015 se clôturent de la manière suivante : dans le budget de fonctionnement il y a 215 860 euros à affecter, il y a un résultat d'investissement de -29 000. Je vous propose donc d'affecter le résultat de fonctionnement à la section d'investissement pour 65 000 et le reste à la section de fonctionnement.

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Un contre. Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 9 : FINANCES – AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2015 – BUDGET ANNEXE TRANSPORT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION (ENVOYE LE 08/07/16)**

**Max LEVITA**

C'est le budget annexe transports de la Ville. Le compte administratif s'est clôturé de la manière suivante : résultat de fonctionnement 15 952 000, que je vous propose d'affecter pour partie en investissement à hauteur de 8 410 000, et à la section de fonctionnement pour le reste, soit 7 541 000.

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ? Madame Brissaud.

**Anne BRISSAUD**

Est-ce le budget transport ou le budget supplémentaire ?

**Max LEVITA**

Transport : c'est le résultat, ce n'est pas encore le budget supplémentaire. C'est l'affectation du compte, l'affaire numéro 10 de l'envoi du 08/09. C'est purement comptable.

**Monsieur le Président**

C'est la 9 de l'ordre du jour. Il y a eu un jeu d'écritures.

**Max LEVITA**

J'ai la 10.

**Monsieur le Président**

Nous n'avons pas tous les mêmes numéros, d'où la confusion du départ. Mais cela va aller bien. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Un contre, adoptée.

#### **AFFAIRE N° 10 : FINANCES – BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2016 – ADOPTION (ENVOYE LE 08/07/16)**

**Monsieur le Président**

Budget supplémentaire, 2016, Monsieur Lévit.

**Max LEVITA**

Ce budget supplémentaire est destiné précisément à tenir compte des résultats des comptes administratifs ; je viens de vous les présenter. Nous les intégrons dans le budget supplémentaire, ainsi que les ajustements des projets qui permettent de préciser les données budgétaires et financières en tenant compte des données budgétaires et financières dont nous ne disposions pas au moment où nous avons présenté le budget primitif.

Dans le budget principal, comme opérations principales, les dépenses d'investissement hors dette que nous avons présentées dans le budget primitif atteignaient 161 millions. Je vous propose de les diminuer de 3 800 000, ce qui représente 2,4 % des dépenses d'investissement du budget primitif. Quelles sont les opérations incluses dans ces 3,8 millions ? Essentiellement des opérations décalées dans le temps. Les travaux du Corum, nous avons prévu 2 millions, nous ne les ferons pas en 2016, c'est reporté en 2017. Des acquisitions foncières étaient prévues à hauteur de 1,5 million. Nous ne les ferons pas en 2016 mais en 2017. Les travaux du parc Bruyère, à Baillargues, sont décalés en 2017. Il y a 3 millions en moins en 2016. Cela fait 6,5 millions.

En revanche, il faut avancer 2 millions pour la ZAC Eurêka et 300 000 euros pour l'acquisition et l'aménagement de camions plateaux et de véhicules utilitaires pour les pôles territoriaux dans le cadre de la compétence espace public. Nous diminuons également de 600 000 euros pour le pôle d'échange multimodal de Baillargues.

Nous avons des recettes qui diminuent de 2,5 millions. D'une part il y a -4 millions de remboursement d'avances sur le parc d'activités Portes de la Méditerranée Portes de la Mer, et d'autre part nous encaissons 1,5 million d'euros de recettes, ce sont les PUP qui sont transférés de la Ville de Montpellier. Voilà pour l'investissement.

Pour le fonctionnement, je vous propose dans ce budget d'augmenter de 3 millions, ce qui constitue un ajustement minime par rapport au budget primitif. Dans ces 3 millions, il y a essentiellement un ajustement de la masse salariale, lié à la mutualisation compensée en recettes par l'augmentation de l'attribution de compensations. Cela correspond à l'augmentation du point d'indice, 0,6 %, et au recours à des vacataires au sein de la compétence collective. Cela représente une dépense de 850 000 euros.

Il y a un ajustement des subventions aux associations à hauteur de 600 000 euros, des locations de véhicules pour les pôles territoriaux à hauteur de 120 000 euros, des maintenances des feux de tramway – là aussi c'est une écriture en recettes et en dépenses avec le budget annexe transports.

Les recettes de fonctionnement, 800 000 euros, viennent de recettes liées à la masse salariale. C'est notre opération de mutualisation et de remboursement de personnels mis à disposition. Il y a une notification du fonds de péréquation des ressources intercommunales que nous avons voté à la dernière session. Cette évolution atteint +26,4 % ; cela nous ajoute 1,2 million. Enfin, nous avons une redevance Montpellier Events à hauteur de 600 000 euros.

Nous ajoutons les crédits reportés que vous venez de voter, à savoir en recettes d'investissement le résultat des comptes administratifs 2015 (23 241 000), en dépenses d'investissement 21 148 000, en dépenses de fonctionnement 379 000, et en recettes de fonctionnement 0.

Au total, le budget supplémentaire intègre les résultats présentés lors du compte administratif et prend en compte leur affectation avec un résultat de clôture que vous avez accepté en début de séance, 71 millions en résultat global de clôture, 69 634 000 en excédent de fonctionnement, et un résultat reporté de fonctionnement de 15 701 000. Au total, ces opérations nous permettent d'augmenter le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement de 15 millions d'euros.

Deux mots sur le budget annexe des services funéraires. Le budget supplémentaire s'équilibre à 4 914 000 en section d'exploitation et 659 000 en section d'investissement. Le budget annexe de l'assainissement représente 4 803 000 en section d'exploitation et 17 millions en section d'investissement. Je vous propose de noter que Montpellier Méditerranée Métropole poursuit ses efforts pour le traitement des eaux usées et pour la construction des stations d'épuration. Ces opérations permettent d'apporter des solutions techniques les mieux adaptées à la collecte, au traitement et au rejet des eaux usées. Une partie des travaux de l'intercepteur Est sera décalée en 2017. Il y a dans ce budget une inscription au BS de -2 millions.

Sur le budget annexe de l'assainissement non collectif, 56 650 euros en exploitation, 1 304 euros en investissement. Budget annexe de l'eau brute : 150 000 euros en section d'exploitation, 65 000 en section d'investissement. Budget annexe de l'eau potable : 6 029 000 en section d'exploitation, 2 131 000 en investissement.

Enfin, le dernier budget annexe est le budget annexe transports. Il vous propose 7 541 000 en exploitation et 9 456 000 en section d'investissement. Vous voyez donc, mes chers collègues, que nous vous proposons essentiellement des opérations d'ajustement qui ne modifient pas l'équilibre général du budget primitif que je vous avais présenté précédemment. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur Lévit. Qui demande la parole ? Personne ? Je mets aux voix. Contre ? Un contre. Abstentions ? Deux abstentions. Je recommence : un contre, deux abstentions. Merci. Merci beaucoup.

**AFFAIRE N° 11 : FINANCES – FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS 2016 – ADOPTION (ENVOYE LE 08/07/16)**

**Monsieur le Président**

Affaire suivante : affectation des subventions 2016.

**Max LEVITA**

Mes chers collègues, des subventions vous sont proposées. Il y a toute une liste.

**Monsieur le Président**

Simplement un petit focus sur le BLMA avec Monsieur Meissonnier, Monsieur Abert, Monsieur Meunier, que nous avons augmenté pour revenir au niveau *ante* il y a deux ans puisqu'elles ont été championnes de France et vainqueurs de la coupe de France, pour qu'elles puissent participer à la coupe d'Europe. Cela me semble juste. C'est un petit focus parmi les subventions.

Le hockey sur glace, nous avons aussi augmenté un petit peu puisqu'il monte en deuxième division. Cela se fait au mérite, avec le sport : au travail, à l'entraînement, à la transpiration, aux résultats...

Je mets aux voix les subventions. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

**AFFAIRE N° 12 : FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT EN LIEN AVEC LE BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2016 – REVISIONS – APPROBATION (ENVOYE LE 08/07/16)**

**Monsieur le Président**

Affaire suivante, sur les autorisations de programme et crédits de paiement en lien avec le budget supplémentaire.

**Max LEVITA**

Ce sont les autorisations de programme qui définissent l'évaluation financière globale des projets dans le cadre des compétences transférées à la voirie par chacun des six pôles sur lesquels nous intervenons. Cela tient compte de l'attribution de compensations, et éventuellement d'autres recettes qui peuvent être liées à la taxe d'aménagement. Cela a été vu avec les 31 Communes.

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Une contre. Vous n'êtes pas contre ? Abstentions ? Votez, je vous en supplie ! Je recommence. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité. Que voulez-vous que je vous dise ? Je n'y comprends rien. Vous avez levé le doigt et l'avez baissé après. Vous avez voté.

**Monsieur le Président**

Monsieur Lévit.

**Max LEVITA**

C'était le budget supplémentaire. Excusez-moi, cela doit être l'affaire 14, non ? Je n'ai pas la même numérotation. Je n'y suis pas encore, cela va venir.

**Monsieur le Président**

Nous avons voté les autorisations de programme et crédits de paiement en lien avec le budget supplémentaire (affaire n°12). Nous sommes maintenant à l'affaire suivante. Je vais vous donner l'intitulé.

**Monsieur le Président**

C'est ce que j'ai noté, à l'unanimité.

**AFFAIRE N° 13 : FINANCES – COMMUNE DE JUVIGNAC – AVENANT TRIPARTITE AU CONTRAT DE PARTENARIAT PUBLIC PRIVE RELATIF A L'ECLAIRAGE PUBLIC – REMBOURSEMENT ANTICIPE DU PRET – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Ensuite, il s'agit de la Commune de Juvignac, avenant tripartite au contrat de partenariat public privé relatif à l'éclairage public. Qui veut des explications auprès de Monsieur Lévit ? Je mets aux voix. Monsieur Rouilleault.

**Henri ROUILLEAULT**

J'ai compris, sous le couvert de Max qui me corrigera si j'ai tort, qu'il y a deux aspects à la délibération. Le premier, purement technique, est la conséquence du transfert de la voirie qui se fait – pas totalement mais très largement – de la Commune à la Métropole.

Le deuxième est le remboursement anticipé d'un emprunt très avantageux pour la banque, avec un écart de taux entre les taux longs et les taux courts, qui était pris en compte, de plus de 3 %. Bien entendu, il faut le faire mais c'est une occasion de dire que nos Communes sont parfois poussées par les banques à un certain nombre de risques non considérés. Je trouve qu'il serait bien qu'une des fonctions de la Métropole dans son équipe financière soit de donner un petit coup de main dans l'évaluation des emprunts.

**Monsieur le Président**

Nous vous rejoignons totalement. Nous adhérons à ce que vous venez d'exprimer, Monsieur Rouilleault.

Je mets aux voix l'affaire concernant la Commune de Juvignac et l'éclairage public. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adoptée.

**AFFAIRE N° 14 : FINANCES – REVERSEMENT DE TAXE D'AMENAGEMENT AUX COMMUNES AU TITRE DE L'EXERCICE 2016 – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire suivante, reversement de la taxe d'aménagement aux Communes au titre de l'exercice 2016.

**Max LEVITA**

Mes chers collègues, dans le cadre du transfert, nous avons délibéré le 12 novembre 2015 pour fixer les conditions de reversement aux Communes membres d'une partie de la taxe. Cela se faisait au prorata de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences. En faisant cette opération, la Métropole fait un travail absolument extraordinaire. Il faut le calculer chaque année. C'est la raison pour laquelle, dans le document que vous avez sous les yeux, c'est en cours de validation : c'est assez compliqué. La taxe d'aménagement est reçue une année, mais il y a des années précédentes donc c'est une opération assez compliquée que nous menons, plus exactement que le service des finances mène avec les 31 Communes. C'est la raison pour laquelle tout n'est pas validé, mais cela se fait en accord avec les Communes.

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Une abstention. Adoptée.

**AFFAIRE N° 15 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC – MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU DE JUVIGNAC**

**Monsieur le Président**

Nous passons à l'urbanisme. C'est l'affaire numéro 15, modalités de mise à disposition du public pour la modification simplifiée du PLU de Juvignac. Qui demande des explications auprès du rapporteur, la Vice-Présidente Madame Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Une abstention. Adoptée.

**AFFAIRE N° 16 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER – JUSTIFICATION DE L'OUVERTURE A L'URBANISATION DU SECTEUR DIT LA MORTE**

**Monsieur le Président**

Affaire numéro 16, Commune de Murviel-lès-Montpellier, justification de l'ouverture à l'urbanisation du secteur dit La Morte. Qui veut des explications auprès de Madame Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Une abstention. Adoptée.

**AFFAIRE N° 17 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DE LA POMPIGNANE – CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D’OUVRAGE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METRO-POLE A LA COMMUNE DE MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 17, renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, convention de transfert de maîtrise d’ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la Commune de Montpellier. Qui demande des explications à la Vice-Présidente Madame Stéphanie Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Unanimité.

**AFFAIRE N° 18 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ENFOUISSEMENT DES LIGNES A HAUTE TENSION – SECTEUR DE VERCHANT – CONVENTION D’OFFRE DE CONCOURS – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 18, enfouissement des lignes à haute tension, secteur Verchant, Madame Jannin.

**Stéphanie JANNIN**

Monsieur le Président, chers collègues, dans le cadre de l’aménagement des opérations économiques, la Métropole a sollicité RTE afin d’étudier la mise en souterrain et la dépose de quatre lignes à haute tension qui affectent l’Est de Montpellier, afin d’améliorer la qualité urbaine et les bilans financiers des opérations d’aménagement surplombés. C’est un projet que nous avons déjà vu à plusieurs reprises en Conseil métropolitain. Il s’agit d’enfouir 12,8 kilomètres de linéaire aérien de la ZAC extension Eurêka sur la Commune de Castelnau jusqu’à l’A9, et surplombant les quartiers du Millénaire et d’Eurêka, ainsi que les opérations d’aménagement extension Eurêka, Parc Marianne, Hippocrate, Cavalade et République. C’est un projet estimé à 18,4 millions d’euros dont 1,3 million d’euros d’études. Le montant des recettes attendues est estimé à 19 millions d’euros. C’est donc une opération équilibrée qui va aller dans le sens de l’amélioration du paysage et des conditions d’habitat.

Par délibération en date du 27 janvier, a été autorisée la signature d’une convention de réalisation de financement dont l’objet est de partager avec RTE ce coût maximum d’opération, avec une contribution de leur part à hauteur d’environ 17 %, et de permettre de poursuivre le processus par la phase d’autorisation administrative et la réalisation des études de détail préalables aux travaux.

Dans cette délibération, nous nous proposons d’ajouter deux tronçons supplémentaires sur la Commune de Castelnau-le-Lez dans le secteur de Verchant, avec une prise en charge de la part du propriétaire à hauteur de 50 %. Il nous semble que c’est particulièrement intéressant de pouvoir prolonger encore un petit peu ce processus.

**Monsieur le Président**

Tout à fait d’accord avec vous. Je voudrais rajouter que lorsque l’on enfouit des lignes à haute tension, cela demande beaucoup de précautions techniques en termes de santé publique. Parce que des lignes enterrées émanent un certain nombre de champs magnétiques qui peuvent être considérés comme néfastes pour la

santé. Je demande que lorsque les lignes sont enterrées, toutes les précautions soient prises pour qu'il n'y ait pas de conséquences sur la santé des populations limitrophes, comme cela a été le cas sur un quartier Nord de Montpellier, le quartier de l'Aiguelongue.

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Une abstention. Adoptée.

**AFFAIRE N° 19 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – POLITIQUE FONCIERE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL – CONVENTION DE TYPE ANTICIPATION FONCIERE AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER LANGUEDOC-ROUSSILLON ET LA COMMUNE DE GRABELS – SECTEUR GIMEL – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 19, politique foncière en faveur du logement social, convention de type anticipation foncière avec l'établissement public foncier Languedoc-Roussillon et la Commune de Grabels. Qui demande des informations particulières auprès de Madame Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Une contre. Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 20 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE MONTPELLIER : QUARTIER CROIX-D'ARGENT – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET SAS SOGE-PROM SUD REALISATIONS – OPERATION SISE 267 RUE RAIMON-DE-TRENCANEL – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 20, Commune de Montpellier, quartier Croix-d'Argent, projet urbain partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et SOGEPROM. Pas de demande d'intervention ? Monsieur Rouilleault.

**Henri ROUILLEAULT**

Merci Monsieur le Président. J'ai été intrigué par le fait qu'il n'y avait que 20 % de logements sociaux dans la délibération qui nous est proposée là. C'est lié bien sûr à ce que nous allons voir plus loin sur le bilan du plan local de l'habitat, qui vient en délibération numéro 36. Nous savons qu'il y a des différences considérables entre la ville centre et les Communes limitrophes. Au sein de la ville centre, il y a des différences sensibles également selon les quartiers. Cela étant, 20 % c'est en dessous de l'objectif moyen de 25 % et nous savons par ailleurs que dans le diffus, il y a forcément moins de logements sociaux. Il faut être plutôt un peu plus allant sur les opérations collectives. J'avais une interrogation sur le 20 % que je ne trouve pas très fort.

**Monsieur le Président**

Cela concerne le territoire de Montpellier. Je prends acte de la réflexion de Monsieur Rouilleault. Je rappelle que Montpellier a 23 % de logements sociaux. Nous sommes particulièrement impliqués dans le logement social depuis longtemps. Je ne vais pas vous faire la rengaine, vous la connaissez.



Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité. Vous voyez ! Une abstention.

**AFFAIRE N° 21 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE VENDARGUES – CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) AVEC LA SOCIETE PETIT PARADIS AMENAGEMENT – CONVENTION DE REVERSEMENT DES PRODUITS DU PUP AVEC LA COMMUNE DE VENDARGUES – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire suivante, Commune de Vendargues, convention de projet urbain partenarial, PUP. Qui demande des explications à Madame Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Une abstention.

**AFFAIRE N° 22 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE – PROJET URBAIN PARTENARIAL – DETERMINATION DU PERIMETRE DE PUP AVENUE DE MIREVAL – APPROBATION DE LA CONVENTION DE PUP A CONCLURE AVEC LA SAS SOGERIM – CONVENTION DE REVERSEMENT AVEC LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 22, Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, projet urbain partenarial sur l'avenue de Mireval. Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 23 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) – COMMUNE DE BAILLARGUES – SECTEUR CENTRE-VILLE – CONVENTIONS AVEC LA SCCV MAS DE ROUE ET FDI PROMOTION – CONVENTION DE REVERSEMENT AVEC LA COMMUNE DE BAILLARGUES – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 23, projet urbain partenarial sur la Commune de Baillargues. Qui souhaite s'exprimer ? Monsieur Pellet ainsi que Madame Demon ne prennent pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 24 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ZAC CHARLES-MARTEL EXTENSION – COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE – PROCEDURE DE DESIGNATION D'UN AMENAGEUR DANS LE CADRE D'UNE CONCESSION D'AMENAGEMENT – DESIGNATION DE L'AMENAGEUR ET APPROBATION DU TRAITE DE CONCESSION D'AMENAGEMENT**

**Monsieur le Président**

Affaire 24, ZAC Charles-Martel, extension, Commune de Villeneuve-lès-Maguelone. Qui demande des explications particulières auprès de Madame Marion Chantal, Vice-Présidente chargée du développement économique ? Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix.

Vous voulez prendre la parole, Monsieur Petit ? Quand vous levez le doigt, éviter de faire cela – je ne sais pas ce que cela veut dire. Vous faites cela, cela veut dire : « *Je veux prendre la parole.* » Parfait, allez-y Monsieur Petit.

**Eric PETIT**

Ce n'est pas une demande d'explication, parce que j'étais à la commission développement économique. C'est seulement pour faire un vœu en ce qui concerne l'extension de cette ZAC Charles-Martel située au Sud du pont de Villeneuve. Je le précise : le pont de Villeneuve – qui est un pont classé monument historique, deux fois une voie – pose au niveau de son entrée sur Saint Jean de Védas (je prends ma casquette védasienne et non pas la casquette Libres et humanistes) énormément de soucis. C'est une route très fréquentée. On va me dire : « *Le COM va arriver, ne vous inquiétez pas, tout va bien se passer.* », mais aujourd'hui le COM n'est pas là, il n'y a pas de rabattement sur la RD112, sur le futur boulevard urbain. Le pont de Villeneuve est donc saturé matin, midi et soir. On est en train de surcharger un réseau déjà surchargé.

Je fais seulement un vœu aujourd'hui – c'est tout ce que je peux faire : que nous puissions avancer rapidement sur des rabattements éventuels sur la RD112, sur le boulevard urbain d'une part, et d'autre part que le franchissement de la Mosson se fasse le plus rapidement possible avec des solutions alternatives à ce niveau-là, de manière à ce que nous puissions de fait envisager que cette ZAC fonctionne de manière cohérente dans le temps. C'est tout ce que j'avais à dire sur le sujet.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur Petit. J'ai bien entendu vos inquiétudes. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adoptée.

**AFFAIRE N° 25 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – CONVENTIONS-TYPES DE MISE A DISPOSITION DE L'INFRASTRUCTURE DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES TRES HAUT DEBIT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET SES CLIENTS (OPERATEURS, GROUPEMENTS FERMES D'UTILISATEURS, COMMUNES) – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 25, toujours Madame Marion, convention type de mise à disposition de l'infrastructure de communication électronique très haut débit. Madame Marion.

## **Chantal MARION**

Monsieur le Président, chers collègues, comme vous le savez, suite au transfert Ville-Métropole de la compétence des infrastructures et réseaux de télécommunications, entre autres de la fibre optique du réseau, et Pégase qui était évidemment propre à la Ville, qui fait partie intégrante du réseau de communications électroniques de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient maintenant de rendre homogènes les conventions de mise à disposition conclues avec les différents utilisateurs, et d'établir un cadre commun neutre.

La présente délibération a pour objet l'établissement de conventions types de mise à disposition d'infrastructures passives en fonction des différents statuts et des différents besoins des principaux clients à réseau très haut débit. Ces principaux clients sont de différentes sortes. Vous avez les opérateurs style SFR ou Adista, spécialisé pour les entreprises, les groupes fermés d'utilisateurs qui utilisent la fibre, entre autres le CHU par exemple, les établissements publics et les Communes – je peux vous citer le CROUS et la Région.

Ces conventions types vont décrire les modalités administratives, techniques et financières d'utilisation des infrastructures de communication électronique déployées par la Métropole. Je vous demande d'approuver ces conventions types de mise à disposition des communications électroniques de très haut débit à conclure avec les clients que je viens de vous citer.

## **Monsieur le Président**

Merci Madame Marion. Qui demande des explications à Chantal Marion ? Je mets aux voix. Contre ? Absentions ? Adoptée.

## **AFFAIRE N° 26 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – INSTAURATION DE LA REDEVANCE POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER ET NON ROUTIER PAR LES RESEAUX ET OUVRAGES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET FIXATION DU MONTANT DE LA REDEVANCE – APPROBATION**

## **Monsieur le Président**

Affaire 26, instauration de la redevance pour occupation du domaine public routier et non routier par les réseaux et ouvrages communications électroniques. Qui demande des explications à Chantal Marion ? Je mets aux voix. Contre ? D'accord. Allez-y, Madame Jamet.

## **France JAMET**

A ce titre, il est nécessaire d'instaurer le principe de la redevance de l'occupation du domaine public et de fixer les montants des redevances. Nous n'avons aucun montant.

## **Chantal MARION**

Vous n'avez aucun montant dans la délibération ? Je vais vous les dire, Madame Jamet. Il n'y a pas de problème, j'ai les montants que j'avais donnés en commission.

## **Monsieur le Président**

Il faut tourner la page, Madame Jamet.

**Chantal MARION**

C'est la page suivante, Madame Jamet. Vous ne l'avez pas ?

**France JAMET**

Non, je ne l'ai pas.

**Chantal MARION**

Je suis désolée, c'est une erreur, moi je les ai sous les yeux.

**Monsieur le Président**

Vous les avez.

**France JAMET**

Je ne les ai pas ; j'ai cela, moi.

**Monsieur le Président**

C'est une coquille d'imprimerie. C'est la 26.

**France JAMET**

Ah oui !

**Monsieur le Président**

Ah oui, vous l'avez !

**France JAMET**

Cela va être pour moi l'occasion de vous dire : franchement, vous pourriez vous améliorer. On pourrait au moins paginer. C'est vraiment très difficile de travailler avec des feuilles volantes. C'est une suggestion constructive.

**Chantal MARION**

La Métropole fait des économies, Madame Jamet, c'est pour cela.

**France JAMET**

Une pagination, si vous êtes dans le débit et la haute technologie, c'est trois fois rien, je vous apprends. C'est insérer, page, numéro, en bas, en haut, à droite ou à gauche.

**Chantal MARION**

Madame Jamet...

**Monsieur le Président**

Avez-vous les chiffres ? Nous pouvons voter. Affaire 26, qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adoptée.

**AFFAIRE N° 27 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ASSOCIATION OPEN DATA FRANCE – ADHESION – APPROBATION – DESIGNATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 27, association Open Data France, adhésion pour 2 400 euros. Qui demande des explications particulières à Chantal Marion ? Je mets aux voix.

**Chantal MARION**

Monsieur le Président, excusez-moi, il y a un vote à faire.

**Monsieur le Président**

Un vote secret ?

**Chantal MARION**

On dit « à main levée », mais comme je suis concernée, il faut peut-être que je sorte.

**Monsieur le Président**

Je vous propose la candidature de Chantal Marion. Je mets aux voix. Contre ? Monsieur Petit.

**Eric PETIT**

J'aimerais porter ma candidature.

**Monsieur le Président**

D'accord. Nous allons le faire à main levée. Qui vote pour Monsieur Petit ? Vous ne votez pas pour vous ? Trois. Qui vote pour Madame Marion ? Affaire suivante.

**France JAMET**

Je n'ai pas voté pour Madame Marion.

**Monsieur le Président**

Qui s'abstient ? Une abstention.

**Chantal MARION**

Ce n'est pas gentil, Madame Jamet.

**AFFAIRE N° 28 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – POLE DE COMPETITIVITE EUROBIOMED – ACTION D’ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES CELL COMP – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 28, pôle de compétitivité Eurobiomed, action d’accompagnement des entreprises. Qui veut des explications particulières sur cette affaire ? J’en ai déjà parlé tout à l’heure. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l’unanimité.

**AFFAIRE N° 29 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC INVEST SUD DE FRANCE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 29, convention de partenariat avec Invest Sud de France. Madame Marion ne prend pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Une abstention. Adoptée.

**AFFAIRE N° 30 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – POLE EMPLOI – RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 30, Pôle emploi, renouvellement de la convention-cadre de partenariat. Pas de demande d’explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 31 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL – MISSION RUSSIE – 13 AU 17 SEPTEMBRE 2016 – RENOUVELLEMENT DES ACCORDS – AUTORISATION DE SIGNATURE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 31, développement international, mission Russie, 13 au 17 septembre. Je profite de l’occasion pour vous dire que contrairement à ce que j’avais prévu, je ne me rendrai pas à Chengdu à la fin du mois d’octobre, où j’avais prévu d’aller à l’invitation du Maire de Chengdu, une semaine, ni à Heidelberg. Pour Chengdu, c’est Madame Marion assistée de Monsieur Krzyzanski et de Monsieur Pellet s’il est disponible. Il réfléchira. Et pour Heidelberg, c’est Madame Marion et Madame Jannin qui iront à ma place. Mais les circonstances nationales exigent que je sois près des Montpelliérains et des habitants de la Métropole, surtout à quelques mois des présidentielles où le climat va se tendre. Je mets aux voix. Contre ?

**France JAMET**

Un petit mot. Je tiens à vous féliciter parce que dans le climat russophobe qui règne aujourd’hui, je trouve que c’est une excellente initiative. Je crois que nous avons tout à y gagner, avec la Russie qui était d’ailleurs particulièrement fréquentable quand ils étaient communistes et qui ne le sont plus du tout maintenant qu’ils

ne le sont plus. Je pense qu'avec l'impact économique que cela peut avoir sur notre économie, notre agriculture et notre activité navale, c'est une bonne chose de faire un premier pas. Peut-être que ce serait même pour vous, si vous y alliez vraiment, l'occasion de prendre une dimension internationale.

**Monsieur le Président**

Madame Jamet, franchement quand vous me parlez de la Russie vous prêchez un convaincu. Mon épouse est là, nous sommes partis en voyage de noces en URSS en 1985. J'ai fait mon baptême de l'air en Tupolev au-dessus des écoles... pardon, au-dessus du Caucase. J'ai reçu l'Ambassadeur de Russie – Madame Nandari est là, elle pourrait en témoigner – lors de la commémoration qui a eu lieu dernièrement avec les enfants et petits-enfants de ceux qui sont tombés à Stalingrad. Moi, je n'oublie pas Stalingrad. *Spasiba* !

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 32 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL – MISSION TEL AVIV – 24 AU 30 SEPTEMBRE 2016 – FRENCH TECH – PARTICIPATION AU TEL AVIV INNOVATION FESTIVAL 2016 – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire suivante, affaire 32, mission Tel Aviv, French Tech. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 33 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – MONTPELLIER IN GAME 2016 – PARTENARIAT AVEC L'INSTITUT DE L'AUDIOVISUEL ET DES TELECOM (IDATE) POUR LE MIG 2016 – CONVENTION – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 33, Montpellier In Game 2016, partenariat avec l'Institut de l'audiovisuel et des télécoms, l'IDATE, pour le MIG 2016. Madame Marion ne prend pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 34 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 34, soutien aux manifestations, attribution de subventions. Je ne participe pas au débat et je ne participe pas au vote. Qui demande des explications auprès du rapporteur Chantal Marion ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 35 : COHESION SOCIALE – NOUVEAU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN – MOSSON-CEVENNES – PROTOCOLE DE PREFIGURATION – MANDATS A LA SA3M POUR ASSURER LE SUIVI DU PROTOCOLE ET POUR ASSURER LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES OPERATIONNELS DE PREVENTION ET D'ACCOMPAGNEMENT EN COPROPRIETE – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 35, nouveaux projets de renouvellement urbain Mosson-Cévennes, protocole de préfiguration. Madame Dardé.

**Catherine DARDE**

Merci Monsieur le Président. Mesdames et Messieurs, chers collègues, vous vous souvenez que nous avons intégré, dans le cadre du contrat ville qui a été signé le 10 juillet 2015, un projet de rénovation urbaine concernant les quartiers de la Mosson et des Cévennes. Ce projet a été retenu par l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine. L'objectif que nous menons à travers ce quartier est de réparer bien sûr la ville, mais aussi de redonner une meilleure qualité de vie, développer des activités économiques et réduire les inégalités territoriales.

L'ANRU, dans le cadre de cette rénovation, nous a demandé qu'un protocole de préfiguration soit contractualisé sur chacun des sites retenus avec l'ensemble des partenaires pour arrêter ce programme urbain dont la faisabilité aura été expertisée au préalable. C'est ce protocole de préfiguration que je vous propose aujourd'hui, qui recense l'ensemble des études à engager à travers cette formalisation d'une convention.

Je vous rappelle que deux quartiers ont été identifiés par l'ANRU : le quartier de la Mosson qui a été reconnu d'intérêt national avec comme principaux secteurs le Sud Grand Mail et les Tritons, et le quartier des Cévennes qui a été reconnu d'intérêt Régional avec la copropriété des Cévennes.

Nous avons délibéré, vous vous souvenez, en mai 2016, sur la définition de l'intérêt métropolitain concernant les opérations d'aménagement ; c'est désormais une compétence métropolitaine. Je voudrais rapidement reprendre le contenu des projets sur les deux quartiers.

Pour le quartier de la Mosson, l'objectif principal est donc de poursuivre le projet de rénovation urbaine. Vous vous souvenez qu'il y avait déjà eu un projet de rénovation urbaine sur la Mosson qui avait été mis en œuvre de 2007 à 2013. Il s'agit aujourd'hui d'intervenir plus fortement et efficacement sur le cœur du quartier qui concentre les dysfonctionnements sociaux, urbains, économiques les plus lourds. J'avais eu l'occasion lors de la présentation du Contrat Ville de dégager la physionomie de ce quartier et les problématiques qu'il comporte.

Pour atteindre ces objectifs qui sont la diversification résidentielle et fonctionnelle du quartier, nous avons donc besoin d'approfondir un diagnostic sur ces caractéristiques sociales et donc de mettre en place un projet urbain avec un focus sur notamment les secteurs les plus importants de ce quartier qui sont le Sud Grand Mail et les Tritons. Nous mettons en place, dans ce cadre, un dialogue compétitif qui sera engagé à l'échelle de l'ensemble du quartier avec plusieurs hypothèses pour ces études, notamment pour le Grand Mail un travail sur deux scénarios : un scénario comprenant la démolition totale ou partielle sur une emprise significative, et un deuxième scénario proposant la requalification sans démolition significative hors démolition de la tour d'Assas, avec une attention particulière sur l'entrée Sud du quartier. C'est pour le quartier de la Mosson.



Deuxième quartier : le quartier retenu d'intérêt Régional, c'est la copropriété des Cévennes avec une intervention à poursuivre sur le parc privé. Préalablement, bien sûr, on nous demande de travailler sur la définition du projet urbain global qui comprendra notamment dans ce quartier des Cévennes la recomposition des espaces extérieurs avec les voiries, notamment les circulations piétonnes, la redynamisation de l'entrée du quartier, en renforçant, rationalisant et pérennisant l'offre commerciale le long de l'avenue Louis-Ravas. Et nous faisons un travail sur les espaces de stationnement. Pour ce quartier également, une mission d'étude préalable sera proposée avec différents scénarios. C'est le deuxième quartier d'intérêt Régional.

Troisième axe de ce programme de rénovation urbaine : les quartiers Mosson et Cévennes, vous le savez, comportent d'importantes copropriétés fragiles. Afin de prévenir la dégradation de ces copropriétés, nous mettons en place des actions de prévention et de sensibilisation dans le cadre d'un protocole que l'on appelle POPAC, programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriété. Nous aurons donc sur ces copropriétés six POPAC avec convention avec l'ANAH, dont quatre sur la Mosson et deux sur le quartier des Cévennes.

Je vous rappelle que ces POPAC ont aussi un volet préventif pour éviter la dégradation de ces copropriétés. Nous aurons un travail important d'intervention à ce niveau-là. La durée de ces protocoles de préfiguration qui concerne ces trois axes – la Mosson, les Cévennes et les POPAC – sera de deux ans. Nous confierons à cet effet deux mandats d'étude à la SA3M, respectivement un pour Mosson, un pour Cévennes et deux mandats spécifiques pour les six POPAC.

Le coût prévisionnel d'ingénierie de l'ensemble de ce protocole s'élève à 2 604 250 hors taxes pour le quartier de la Mosson, 1 037 000 hors taxes pour la copropriété des Cévennes. La Ville de Montpellier participe à hauteur de 405 400 pour la Mosson et 125 100 pour les Cévennes, et la Métropole à hauteur respectivement de 714 517 pour la Mosson et de 193 400 pour les Cévennes. Nous avons bien sûr des cofinancements attendus sur cet important programme de rénovation urbaine. L'ANRU participe à hauteur de 50 % sur les opérations d'ingénierie et la conduite de projets, l'ANAH 50 % sur les programmes opérationnels de prévention et d'accompagnement des copropriétés. La Caisse des dépôts apporte également son concours de 25 % sur les POPAC et 50 % sur les études liées au développement économique et à l'activité commerciale qui sont, je vous le rappelle, un des axes majeurs de ces quartiers.

En conséquence, il vous est proposé d'approuver ce projet de protocole de préfiguration pour ce nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, d'approuver les mandats d'étude de protocole de préfiguration pour le quartier de la Mosson et pour le quartier des Cévennes, d'approuver les six projets de POPAC, d'approuver les deux projets de mandat relatifs à la mise en œuvre des POPAC, et d'autoriser le Président à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

### **Monsieur le Président**

Merci Madame Dardé. J'ajoute que nous avons obtenu de L'ANRU deux opérations anticipées : le grignotage de la tour d'Alembert qui commencera fin août début septembre, et la rénovation complète de la résidence Cap dou Mai, sur la dalle du grand mail, qui comporte 272 logements, pour un montant de 8 millions d'euros – deux opérations anticipées sur les quartiers politiques de la ville.

Qui demande la parole ? Monsieur Moure, Madame Bouallaga. Monsieur Moure.

### **Jean-Pierre MOURE**

Monsieur le Président, chers collègues, je voterai cette délibération parce qu'elle est d'une grande importance, mais c'est juste pour vous faire remarquer une chose. Nous avons voté hier à la Ville sur le même dossier, mais qui était moins développé dans le contenu de la délibération. Je pense notamment que le flé-

chage des copropriétés concernées, les six POPAC et les douze copropriétés pour lesquels on met l'accent sur le travail de diagnostic, de précritères retenus, aurait pu figurer dans le dossier de la Ville. C'est ce qui a motivé le questionnement d'un élu à l'adresse de votre position en tant que Président. Il cherchait à avoir des précisions sur le fait qu'au-delà de l'aménagement public qui est important dans la rénovation d'un secteur urbain, il est fondamental – sachant ce qui s'est déjà passé au Petit Bard – de bien cibler les copropriétés, de les identifier.

## **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Moure, de votre honnêteté. Madame Bouallaga.

## **Sabria BOUALLAGA**

Monsieur le Président, Madame Dardé, merci pour le travail que vous effectuez ; je sais que c'est une tâche qui n'est vraiment pas très facile. Permettez-moi de dire quelques mots sur la situation des quartiers populaires, de manière générale. 75 % des habitants sont éligibles au logement social, ce qui devrait nous amener nous, responsables politiques et partenaires sociaux, à adopter des politiques permettant l'égalité pour tous, et aussi à arriver à l'équité socio-économique des territoires.

Nous pourrions évoquer aussi les modèles d'attribution qui devraient évoluer, comme à Rennes ou à Paris. Bien sûr, la priorité doit être apportée aux plus nécessiteux – une aide cependant qui ne doit pas perdurer dans le temps. Monsieur le Président, il me semble nécessaire de rappeler qu'une vie épanouie ne peut s'accompagner d'un assistantat perpétuel : soutenir, armer, et non assister tout le temps. Rendre les citoyens autonomes, libres, et leur offrir la possibilité de s'en sortir.

Patrick Kanner, Ministre de la Ville, s'est engagé le 12 juillet à produire 1 000 logements en logement accession à la propriété au sein des quartiers populaires, soit 10 000 d'ici 2026. Certaines conventions locales qui utilisent l'abattement de taxe foncière avec les bailleurs sociaux sur les propriétés déjà bâties ont aussi été échangées avec les bailleurs sociaux. Elles devront contribuer au mieux vivre ensemble au sein de ces quartiers. La TVA réduite à 5,5 devrait donc maintenir les revenus les plus élevés au sein de ces quartiers populaires. Il semblerait tout de même judicieux d'étendre ce procédé aux locataires anciens.

Il est important également de dire un mot sur la loi qui vient d'être adoptée concernant... Excusez-moi, je me suis trompée de feuille. La Métropole doit avoir un projet social ambitieux et solidaire. La Métropole doit permettre à ses habitants de se sentir investis, considérés : nous ne pouvons nous résoudre à abandonner les plus faibles au bord du chemin. La Métropole doit être un tremplin de réussite pour tous. Nous ne pouvons continuer à traiter les gens uniquement par un numéro d'attribution.

Je pense que notre système actuel manque cruellement d'équité. Nous savons que les familles restent parfois plusieurs générations dans un même logement, certains toute une vie. L'attachement à ce foyer – dans lequel les rires, les peines, et tous les moments partagés furent si nombreux – est normal : il est bien difficile de comprendre qu'il n'est pas à soi.

Aussi, ne serait-il pas plus judicieux de leur permettre d'acquérir ce bien si cher à leurs yeux, quitte à ce que cela se fasse sur plusieurs générations ? Les loyers versés antérieurement pourraient servir, pour une partie, à l'accession. Dans une société où il est de plus en plus difficile de s'en sortir, de devenir propriétaire, il me semble que notre rôle est aussi de transformer une démarche sociale éphémère en la possible transmission d'un patrimoine à ses enfants. Ce dispositif appliqué largement – et ce pas que pour les quartiers populaires, car le parc locatif s'étend sur l'ensemble de la Région – serait ainsi une démarche permettant l'accession d'un patrimoine aux plus démunis, et aurait plus de sens que de les laisser croire qu'ils peuvent s'en sortir tout seuls.

Je pense qu'il ne faut pas avoir peur de ses ambitions en ce qui concerne la politique sociale – pourquoi pas libre et humaniste. Une politique libre et humaniste qui doit s'étendre à toutes les thématiques : l'écologie, le sport, l'emploi, l'économie et l'habitat, qui doit être un défi que nous devons ensemble relever. Relever le défi de l'emploi : une tâche titanesque, au vu des chiffres alarmants concernant le chômage au sein des quartiers populaires – et pas que.

En effet, le contexte socio-économique présente les plus forts taux de chômage métropolitains, cela conjugué à un fort taux de pauvreté Régional. Enfin, je rappellerai l'importance du devoir de mémoire qui doit aussi être placé au cœur de l'éducation pour un mieux vivre ensemble.

Il est également important de dire un mot sur la loi qui vient d'être adoptée concernant l'égalité citoyenneté. Elle devrait favoriser – ce qui est en lien direct l'ANRU, puisque ce sont des thématiques attachées les unes aux autres – l'égalité citoyenneté. Elle devrait donc favoriser l'émancipation des jeunes, la mixité sociale – égalité des chances dans l'habitat – et l'égalité réelle.

Néanmoins, je déplore que l'on ne donne pas plus de pouvoir décisionnaire aux conseils citoyens. Je dis bien « *décisionnaire* », car même s'ils participent aux comités de pilotage ils ne sont pas décisionnaires. Je déplore également que la proposition sur la délivrance d'un récépissé au contrôle d'identité, même si elle était demeurée de prime abord expérimentale, n'ait pas été amendée. Mais c'est une première avancée qui permettra aux citoyens d'interpeller directement les politiques.

Monsieur le Président, cela fait tout de même quarante ans que le problème des banlieues a fait son apparition sur l'agenda politique. De nombreuses critiques ont été faites sur la mise en place des dispositifs liés à l'ANRU. Le sociologue Renaud Epstein, spécialiste en la matière, pointe notamment du doigt la rénovation urbaine car elle conduit de nombreuses villes à se concentrer sur l'urbanisme des quartiers populaires, au détriment hélas des problèmes économiques et sociaux. Il y a aussi une question non négligeable : l'accès des pauvres au sein des quartiers populaires est donc remis en cause au nom de la mixité sociale.

Je terminerai, Mesdames et Messieurs, en vous faisant part non pas d'un fatalisme, mais d'un sentiment – car nous sommes arrivés à un système à bout de souffle qui de-ci de-là tente de colmater les lois, les projets – sur une politique vieille de quarante ans. Réformez, osez des projets libres et humanistes pour lutter contre le mal qui ronge tous les quartiers. Les derniers événements tragiques stigmatisent davantage les quartiers populaires, laissent une partie des habitants désœuvrés. Je l'ai dit tout à l'heure : toutes les thématiques doivent être de rigueur. Celle la santé doit être accentuée, avec pourquoi pas des cellules psychologiques pour ceux qui souhaitent libérer la parole en toute intimité. Etre proche des habitants, partout, des quartiers aisés aux quartiers populaires. Nous devons construire des passerelles permettant l'union locale bien installée, puis dans le temps un projet d'union nationale. Un chantier vaste, Monsieur le Président, qui nous attend, un chantier vaste qui attend la Métropole, qui attend la France, et c'est ici qu'il se construit petit à petit.

**Monsieur le Président**

Merci Madame Bouallaga. Si j'ai bien compris, vous allez voter le dossier.

**Sabria BOUALLAGA**

Oui !

**Monsieur le Président**

Là, il y a un truc qui m'échappe.

**Sabria BOUALLAGA**

Dites-moi.

**Monsieur le Président**

Je le dis pour les journalistes, parce que ce n'étaient pas les mêmes hier dans la tribune, au Conseil municipal. Monsieur Moure a eu l'honnêteté de le dire, mais hier vous vous êtes abstenue et aujourd'hui vous allez voter pour. On peut réfléchir, la nuit est bonne conseillère. C'est bien, de temps en temps, de dire : « *Je suis allé un peu trop loin.* »

**Sabria BOUALLAGA**

Abstenue sur l'ANRU ?

**Monsieur le Président**

*« Finalement, ce que vous proposez, Monsieur le Président, Madame la première Vice-Présidente, est une bonne solution pour nos quartiers sensibles, je le prends comme un message positif. »*

Qui est contre ?

**Sabria BOUALLAGA**

D'abord, ce n'est pas vous qui avez proposé. Je ne me suis pas abstenue à la Ville, cessez de mentir.

**Monsieur le Président**

Qui s'abstient ?

**Sabria BOUALLAGA**

Ce ne sont pas vos propositions, ce sont les propositions gouvernementales.

**Monsieur le Président**

Adoptée.

Et j'invite les journalistes qui sont dans la tribune ce soir à se rapprocher des journalistes qui étaient dans la tribune hier soir.

**Sabria BOUALLAGA**

A regarder les caméras, surtout, parce que nous sommes filmés. On verra bien si je me suis abstenue.

**Monsieur le Président**

C'est bien ! L'humanité, ce n'est jamais comme cela, c'est toujours comme cela. Il y a toujours dans un être humain 80 % de prévisible et 20 %, comme disait Georges Bataille, de « part maudite », incontrôlable. Elle s'exprime à tous les niveaux et dans toutes les circonstances. Tout cela fait l'humanité. Quand on est humaniste, il faut concevoir cela. Il faut l'accepter.

**Sabria BOUALLAGA**

Humaniste à la Jaurès, qui soutient les grévistes !

## **AFFAIRE N° 36 : LOGEMENT – ETAT DE REALISATION 2015 DU PROGRAMME LOCAL DE L’HABITAT – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire numéro 36, état de réalisation 2015 du programme local pour l’habitat. Madame Dardé.

**Catherine DARDE**

Merci, Monsieur le Président. Mesdames et Messieurs, je vais vous infliger un certain nombre de chiffres dans cette délibération.

**Monsieur le Président**

Allez-y Madame Dardé, on se régale.

**Catherine DARDE**

Cela répondra aussi aux préoccupations en partie de Madame Bouallaga. Vous vous souvenez qu’en novembre 2013, la Communauté d’Agglomération de Montpellier, qui depuis est devenue Métropole, avait adopté son PLH pour la période 2013-2018. Aujourd’hui il nous appartient donc de faire un bilan de la mise en œuvre de ce PLH de la Métropole pour l’année 2015. Vous verrez qu’à travers ce bilan, il y a beaucoup d’éléments positifs. Nous nous étions fixés dans ce PLH une politique d’habitat volontariste pour répondre aux besoins en logements qui sont toujours importants dans un contexte de dynamique démographique soutenue, de diversité des modes de vie et des parcours résidentiels, et de précarité économique très marquée sur notre territoire, avec des difficultés d’accès et de maintien dans le logement, avec parfois des tensions très fortes sur le parc locatif social et avec des parcours résidentiels contraints par un marché du logement sélectif.

Je vais vous faire un point d’une part sur la construction neuve, d’autre part sur la révision des parcs privés et la production de logements locatifs sociaux, si je n’ai pas mélangé mes feuilles. Je commence par la construction neuve. Nous avons, dans le PLH, fixé un objectif de production annuelle moyenne de 5 000 logements neufs dont 2 500 logements à Montpellier et 2 500 dans les trente autres Communes. En fait, nous avons mis en chantier en 2015 6 063 logements, soit 40 % de plus que l’année précédente. Dans ces 6 000 logements, presque 3 000 sur la ville centre, 20 % de plus que l’année précédente, donc nous atteignons un niveau de construction que nous avons rarement atteint les années précédentes. Elle est très nettement supérieure en termes de progression, et à ce qui est constaté sur l’échelle nationale.

Cet objectif 2013-2018 de production de 5 000 logements est donc très largement atteint, même si nous avons constaté un creux de production les années précédentes. Pour les trente Communes de la Métropole hors Montpellier, elles ont contribué à ce résultat avec près de 3 150 logements mis en chantier en 2015, soit pour ces Communes hors Montpellier une hausse également de 65 % par rapport à 2014. Nous sommes dans une très forte dynamique de construction.

A titre d'exemple, je me permets quand même de le citer, nous avons construit 1 100 logements commencés en 2015 à Castelnau, 460 à Saint Jean de Védas et 365 à Lattes. Cette embellie que nous constatons en 2015 devrait se poursuivre en 2016, et même dépasser l'objectif de 5 000 logements à produire si nous comptons aujourd'hui les autorisations à construire qui ont été enregistrées.

Sur le plan de la commercialisation des logements neufs, 2015 est également une bonne année avec 3 466 logements neufs vendus par la promotion immobilière dans la Métropole, soit 53 % de progression par rapport à 2014. Les chiffres sont très impressionnants. C'est la conséquence, il faut le souligner, du dispositif d'investissement locatif Pinel mis en place en 2015.

Enfin, il faut noter que 84 % des logements mis en chantier dans la Métropole relèvent du logement collectif en 2015, et nous sommes à 71 % dans les Communes périphériques. Voilà pour la construction neuve.

Production de logements locatifs sociaux. Le PLH fixe un objectif annuel de développement du parc locatif social de 30 % de la production neuve qui correspond à 1 500 logements supplémentaires pour un objectif global de 5 000 logements. Depuis 2006, la Métropole attribue les aides de l'Etat pour la construction de ces logements sociaux et celles-ci se sont élevées en 2015 à 2 704 984 euros, auxquels la Métropole a ajouté 3 249 800. C'est ainsi que 1 624 logements locatifs sociaux ont été financés en 2015, répartis de la façon suivante : 1 524 logements destinés aux familles et aux personnes défavorisées – cela répond aux préoccupations de Madame Bouallaga –, 100 logements sociaux pour les personnes âgées dépendantes, créés dans le cadre de deux établissements d'hébergement.

Ces 1 624 logements sociaux financés représentent 27 % de l'ensemble des logements autorisés en Métropole. Cette répartition se fait à hauteur de 40 % sur la Commune de Montpellier et 60 % sur les autres Communes. En 2015, 68 % de ces logements locatifs sociaux ont été financés de la façon suivante : 68 % en PLUS, 26 % en prêt locatif aidé d'intégration, dit PLAI, soit au total 94 % de PLAI/PLUS pour un objectif fixé à 83 %. Nous avons dépassé largement l'objectif que nous nous étions fixé, qui pourtant était très ambitieux.

Désormais, les logements financés en PLS, ceux qui ont donc les tarifs les plus élevés, ne représentent que 6 % des logements familiaux financés en 2015, alors que nous avions un plafond de 17 %. Nous sommes en train d'adapter la production et le niveau de nos logements aux potentialités financières de nos ménages.

Malgré cet important effort, nous sommes encore avec un besoin très important en logements sociaux sur la Commune : 22 600 demandes ont été recensées en 2015, ce qui correspond à 4 % d'augmentation par rapport à l'année précédente. Nous pouvons constater que depuis l'année 2005, le nombre de demandes de logements sociaux a augmenté de 67 % dans la Métropole. Cela témoigne de la forte pression exercée sur le parc social.

Les services de l'Etat chargés du recensement des obligations de logements sociaux dénombreraient en 2015 13 885 logements locatifs sociaux manquants dans les 19 Communes de la Métropole concernées par l'obligation de 25 % de logements sociaux. Le taux de logements sociaux au 1<sup>er</sup> janvier 2015 atteint 18 % dans la Métropole, dont 22 % à Montpellier et 9 % dans les Communes périphériques. C'est un chiffre qu'il faut retenir. Nous sommes globalement à 10 % sur la Métropole de logements sociaux, avec 22 à Montpellier et dans les Communes périphériques.

Par ailleurs, outre les subventions que la Métropole attribue par délégation d'Etat, nous avons garanti un grand nombre d'emprunts contractés par les bailleurs sociaux pour un montant global de 204 millions d'euros en 2015, qui correspondent à 2 500 logements locatifs sociaux. Cela permet de sécuriser le financement de ces bailleurs sociaux. Voilà le bilan du logement locatif social qui est, vous le voyez, dans une

dynamique de progression très forte et très importante, qui correspond à la demande des familles et des personnes isolées.

Troisième point : l'accèsion abordable. Afin de fidéliser notamment les jeunes ménages primo-accédants sur le territoire de la Métropole, le PLH fixe des objectifs ambitieux pour cette accèsion abordable à hauteur de 1 000 logements par an. Il est difficile de recenser exactement ces logements abordables parce que tous les logements ne font pas l'objet d'un dispositif déclaratif. Cependant, nous pouvons noter malgré ces incertitudes en 2015, 274 logements engagés dans le cadre du dispositif d'aide à l'accèsion qui ont fait l'objet d'une vente à un prix plafond, soit un volume quasiment identique à celui de 2014.

Parmi ces 274 logements, 180 ventes ont été opérées dans le cadre de dispositifs en faveur de l'accèsion aidée dans les opérations de la ville de Montpellier et des 31 Communes, 48 logements relevaient d'un prêt social de location-accession, PSLA, et 35 logements dans le cadre des quartiers prioritaires de la politique de la ville, situés dans les quartiers prioritaires ou à 300 mètres autour de la délimitation de ces quartiers.

Fin 2014, la Métropole et la Ville ont engagé une réflexion avec les acteurs de la production visant à mettre sur le marché davantage de logements en adéquation avec la diversité des besoins et des parcours résidentiels, et en adéquation avec les capacités financières des ménages, d'où l'intérêt de cette production abordable en secteur aménagé. Je rappelle que nous disposons pour cela de différents leviers qui sont l'action foncière, la simplification des trames de bâtiments, je vous passe les détails.

Dans ce cadre, nous avons expérimenté quatre appels à projets lancés en 2016 : un par la Ville de Montpellier, deux par la SERM sur la ville centre, et un par la Métropole sur un foncier lui appartenant le long de la ligne 2 de tramway, sur la Commune de Castelnaud. Nous sommes dans une dynamique de facilitation et d'amélioration de cette accèsion abordable. La réhabilitation du parc de logements privés : la requalification du parc de logements privés anciens constitue un axe prioritaire pour notre PLH. En 2015, à ce titre, les aides déléguées de l'ANAH et celles de la Métropole ont permis de rénover 289 logements dont la très grande majorité était occupée par des propriétaires occupants aux revenus modestes ou très modestes. En plus, 25 logements locatifs ont également été réhabilités en 2015.

Nous avons regardé les priorités d'intervention de l'ANAH, ventilé ces logements rénovés selon les critères suivants : lutte contre l'habitat indigne et dégradé 84 logements ; lutte contre la précarité énergétique 184 logements ; adaptation du logement à la perte d'autonomie liée au handicap et au vieillissement, 61 logements.

Egalement au titre de la rénovation de l'habitat privé, nous avons traité les parties Communes de dix ensembles immobiliers qui regroupent 221 logements dans le cadre d'opérations spécifiques visant à requalifier les copropriétés dégradées. Ces résultats sont très positifs. Ils témoignent du travail d'animation et d'incitation auprès des propriétaires concernés, réalisé par les services de la Métropole au titre notamment de cette opération que l'on a appelée « Rénover pour un habitat durable et solidaire », avec un objectif très volontariste : traiter 900 logements d'ici fin 2018. Cet objectif est d'ores et déjà atteint.

Je citerai, en plus de cette opération Rénover pour un habitat durable et solidaire, les opérations engagées sur quatre autres dispositifs à Montpellier, sur le Petit-Bard, sur les copropriétés dégradées de Gambetta, Figuerolles, Nord Ecusson, et également sur les copropriétés Cévennes.

Enfin, au titre des actions préventives, pour éviter que ces copropriétés ne continuent à se dégrader, un observatoire des copropriétés privées a été initié depuis 2007 par la Ville de Montpellier. Cet observatoire couvre 250 copropriétés de plus de cinquante logements construites avant 1982.

Au global, la politique d'aide à la réhabilitation du parc privé a représenté en 2015 une enveloppe financière de 3,3 millions d'euros attribuée par l'ANAH. La Métropole, pour sa part, a mobilisé sur ses fonds propres un budget complémentaire de 1,2 million d'euros dont 800 000 euros de subventions directes aux propriétaires.

Enfin, au titre toujours de cet objectif de rénovation, la Métropole a poursuivi les travaux engagés dans le cadre de son observatoire de l'habitat, afin de suivre les évolutions du marché et les effets du PLH. A ce titre nous avons participé techniquement et financièrement au suivi de l'observatoire des loyers métropolitains, dans le cadre d'un partenariat avec l'Etat. Les résultats de cette observation au 1<sup>er</sup> janvier 2014 ont fait l'objet d'une restitution en comité de pilotage réuni en Préfecture en décembre 2015.

Par ailleurs, les études engagées en 2014 avec l'INSEE visant à établir un diagnostic du territoire et à analyser les évolutions sociodémographiques de la population de la Métropole ont été achevées fin 2015. Enfin, je voudrais citer le travail préparatoire lié à la Conférence intercommunale du logement qui a été mise en place récemment par le Président et le Préfet, créée par délibération de votre Conseil en juillet 2015.

Au vu de l'ensemble de ces résultats, je vous demande de prendre acte de l'état de réalisation du programme local de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2015, bilan très positif sur l'ensemble des axes définis, et d'autoriser le Président à signer tous les documents relatifs à cette affaire. Merci.

**Monsieur le Président**

Merci Madame. Qui demande la parole ? Madame Bouallaga.

**Sabria BOUALLAGA**

Quand je fais des choix, je n'ai pas peur de les assumer. Que l'on mente comme cela, cela me dérange un petit peu. Je n'ai pas dénoncé la politique que vous mettez en place parce que de toute façon ce n'est pas vous qui la mettez en place, c'est une politique qui est en place depuis 2004. Que cela fonctionne ou pas, cela ne vous est pas imputé ni à vous, ni à la Vice-Présidente.

Les événements tragiques qui se sont passés le prouvent – la preuve, dans le dernier paragraphe l'INSEE est associé à cette affaire – : un véritable travail de fond doit être accompli pour cibler de façon précise les problématiques. D'ailleurs, si ce n'était pas un problème, pourquoi parler de projets ambitieux puisque l'on ne parle de projets ambitieux que quand c'est nécessaire ? S'il n'y avait pas de véritables problématiques concernant les quartiers populaires, nous ne serions pas là à en débattre et à signer des affaires à la Ville et à la Métropole. Je crois que parfois, comme disait Jean Jaurès à son homologue à l'époque, vous faites part d'une ignorance encyclopédique. Je vous demanderai s'il vous plaît ne pas mentir sur des choses importantes.

**Monsieur le Président**

Vous avez voté pour, hier soir ?

**Sabria BOUALLAGA**

Je ne me suis pas abstenue. Je suis désolée.



**Monsieur le Président**

Vous avez voté pour le projet ANRU ?

**Sabria BOUALLAGA**

Je n'ai jamais voté contre le projet ANRU.

**Monsieur le Président**

Vous avez voté pour ? Répondez : est-ce que vous avez voté pour ?

**Sabria BOUALLAGA**

Je ne me suis pas abstenue, je n'ai pas voté contre – à votre avis ?

**Monsieur le Président**

Vous avez voté pour ?

**Sabria BOUALLAGA**

Oui. J'ai le droit de dire simplement que dans l'ANRU...

**Monsieur le Président**

Si vous avez voté pour, c'est moi qui ai fait une bêtise. Mais si vous n'avez pas voté pour, c'est vous qui mentez.

**Sabria BOUALLAGA**

Monsieur le Président, nous sommes là pour construire. Je ne suis pas là pour m'opposer.

**Monsieur le Président**

Nous n'allons pas régler les affaires de Montpellier ici en Conseil de Métropole.

**Sabria BOUALLAGA**

Ce n'est pas Montpellier, c'est une histoire territoriale. Elle concerne tous les Maires.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix l'affaire présentée par Madame Dardé. Monsieur Rouilleault.

**Henri ROUILLEAULT**

Je voulais juste demander que le diagnostic territorial de l'INSEE, tous les élus le reçoivent et que nous puissions l'examiner.

**Monsieur le Président**

Nous sommes d'accord avec cela. Je mets aux voix.

**Sabria BOUALLAGA**

Vous allez être surpris. Ce n'est pas beau.

**Monsieur le Président**

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 37 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 486 LOGEMENTS SOCIAUX – GARANTIE GLOBALE DES EMPRUNTS MOBILISES PAR L'OPH ACM HABITAT AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS ENTRE LE 1<sup>ER</sup> JUILLET 2015 ET LE 30 JUIN 2016 – AUTORISATION DE SIGNATURE – DELIBERATION N° 13060 DU 29 JUIN 2015 – MODIFICATION**

**Monsieur le Président**

Affaire suivante : état de réalisation 2015 du programme local de l'habitat, cela vient d'être voté.

37 : construction de 486 logements sociaux, garantie globale des emprunts. Qui demande des explications particulières ? Madame Illaire, Madame Lévy-Rameau, Madame Miralles, Monsieur Cotte, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Castre, votre serviteur et Monsieur Savy ne prennent pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Une abstention.

**AFFAIRE N° 38 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE DIX LOGEMENTS SOCIAUX – RUE DES ACACIAS A VENDARGUES – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 38, construction de dix logements sociaux rue des Acacias à Vendargues. Madame Demon, Monsieur Pellet et Monsieur Ségura ne prennent pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Je refais ?

**Pierre DUDIEUZERE**

Je voudrais demander à Madame Jamet pourquoi elle s'abstient.

**Monsieur le Président**

Madame Jamet, Monsieur Dudieuzère, Maire de Vendargues, demande pourquoi vous vous abstenez sur ce programme.

## **France JAMET**

Merci de me poser la question et de me permettre de vous l'expliquer. Comme je l'ai dit hier sur la politique de l'ANRU, je vote contre parce que quand on m'aura prouvé l'efficacité et l'efficience de ces programmes, nous en reparlerons. Nous avons versé des milliards. Ce n'est pas une affaire personnelle. Vous en faites une affaire personnelle chaque fois. Chaque fois qu'il y a la SA3M, chaque fois qu'il y a la SERM, chaque fois que je n'ai accès à aucun dossier, je m'abstiens.

D'autre part, c'est un fondamental au Front national : à partir du moment où aucun ne s'engage à donner une priorité à la population française pour les logements sociaux, nous nous abstenons puisque nous considérons qu'elles vont prioritairement à des populations qui ne sont pas forcément prioritaires, alors que nous sommes prioritaires en France.

## **Monsieur le Président**

Vous avez bien fait, Monsieur Dudieuzère, de poser la question parce que vraiment nous avons eu une belle réponse. Je mets aux voix l'affaire 38. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention, adoptée.

### **AFFAIRE N° 39 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 27 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE URBAN-EDEN, 18 RUE DES PERRIERES A CASTELNAU-LE-LEZ – ABROGATION DE LA DELIBERATION N° 13603 – GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM DOMICIL – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

## **Monsieur le Président**

Affaire 39, construction de logements 27 logements sociaux résidence Urban-Eden, 18 rue des Perrières à Castelnau. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Une abstention. Adoptée.

### **AFFAIRE N° 40 : LOGEMENT – OPERATION RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE 2013-2016 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE 72 LOGEMENTS SITUES DANS DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

## **Monsieur le Président**

Affaire 40, opération rénovée pour un habitat durable et solidaire. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N° 41 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – TRAVAUX D’ACCESSIBILITE – FINANCEMENT DU FOND POUR L’INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES DANS LA FONCTION PUBLIQUE – AVENANT N° 1 – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

41 : travaux d’accessibilité, financement du fonds pour l’insertion des personnes handicapées. Madame Guiraud.

**Isabelle GUIRAUD**

Voulez-vous que j’explique rapidement ? C’est une demande d’aide financière qui avait été faite auprès du FIPFHP. La subvention de 400 000 euros avait été obtenue par Montpellier Méditerranée Métropole. L’intégralité des travaux n’a pas pu être faite. Il s’agit de prendre un avenant numéro 1 à cette convention afin de prolonger le dispositif d’un an.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l’unanimité.

**AFFAIRE N° 42 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHE N° 4582MG16 – ACCORD-CADRE – TRAVAUX COURANTS DE RENOVATION ET REHABILITATION SUR LES BATIMENTS DE LA METROPOLE – AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 42 : marché, accord-cadre travaux courants de rénovation et réhabilitation sur les bâtiments de la Métropole, pour un montant, Madame Guiraud, important.

**Isabelle GIRAUD**

Oui, un peu plus de 1,6 million d’euros.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Une abstention. Adoptée.

**AFFAIRE N° 43 : RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MEDITERRANEE METRO-POLE – VILLE DE MONTPELLIER – CREATION D'UN SERVICE COMMUN DE DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

43, ressources humaines, mutualisation du poste de Directeur des affaires juridiques de la commande publique à compter du 1<sup>er</sup> août 2016. Je mets aux voix. Madame Jamet.

**France JAMET**

Juste une remarque récurrente. Dans ce pré-rapport – puisque l'on nous présente des pré-rapports, pas de rapports ni de délibérations –, il n'y a jamais le tableau récapitulatif des effectifs du personnel. Ce qui fait que l'on ne peut pas voir exactement où nous en sommes. Et quand vous allez présenter la délibération au Préfet, vous le présentez. Il me semble que la moindre des choses serait d'en informer les élus et de nous l'intégrer.

**Monsieur le Président**

La modification du tableau est l'affaire d'après.

**France JAMET**

Nous en sommes à la 44 ?

**Monsieur le Président**

Non, 43.

**France JAMET**

43, au temps pour moi.

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès de Madame Rosy Buono, rapporteur ? Personne. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Une contre. Adoptée.

**France JAMET**

Voulez-vous que je vous explique pourquoi ?

**AFFAIRE N° 44 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS**

**Monsieur le Président**

Affaire 44, modification du tableau des effectifs, Madame Rosy Buono.

**Rosy BUONO**

Monsieur le Président, vous ne me donnez pas le plus facile. Il s'agit simplement d'un réajustement de poste entre création et mise à niveau. Cela concerne, je crois, surtout le musée Fabre.

**Monsieur le Président**

Merci, Madame Buono, c'était très bien.

**France JAMET**

Monsieur le Président, est-il possible d'avoir le tableau récapitulatif ? Vous devriez nous en informer, cela devrait être inclus.

**Monsieur le Président**

Le tableau récapitulatif des effectifs passe à tous les conseils. Monsieur Rouilleault.

**France JAMET**

Récapitulatif.

**Henri ROUILLEAULT**

Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais simplement noter le fait qu'il y avait huit créations au musée Fabre. J'imagine que ce sont des titularisations. Il s'agit d'agents de catégorie B à temps partiel. J'imagine que ce sont des titularisations. Je crois que quand ce sont des titularisations et pas des vraies créations d'emplois, il serait nécessaire de préciser qu'il s'agit de titularisations.

**Monsieur le Président**

Je transmettrai la remarque au Vice-Président délégué Pierre Bonnal, dès qu'il rentrera. Je mets aux voix. Contre ? Un contre. Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 45 : CULTURE – SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA – MUSEE HENRI PRADES – AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DE DEPOT D'OBJETS ARCHEOLOGIQUES DU SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA – MUSEE HENRI PRADES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AU MUSEE D'AMBRUSSUM DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNE DU PAYS DE LUNEL – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire suivante, affaire 45, site archéologique Lattara.

Avant de commencer les affaires culture, je voudrais vous informer de plusieurs petites choses. D'abord, j'ai reçu hier Madame Aurélie Filippetti, ancienne Ministre de la Culture, Députée de Moselle, qui est venue pour la tenue du Conseil d'administration du Festival de cinéma méditerranéen. Je me suis permis de lui faire visiter la magnifique exposition Frédéric Bazille au musée Fabre, que je vous recommande pour ceux qui ne l'auraient pas vue.

Ensuite, j'appelle de mes vœux les plus humbles la visite de notre Ministre de la Culture actuelle Madame Audrey Azoulay. Qu'elle vienne à Montpellier, terre de culture ! J'ai appris qu'elle venait à Sète lundi. Ce n'est pas loin, Sète-Montpellier, c'est à 10 minutes ! Qu'elle passe à Montpellier. Je viens de voir sur Twitter à l'instant que le Maire de Chalon-sur-Saône, sur le Festival de rue, lui a interdit la ville. Qu'elle vienne ici, elle sera bien reçue. Audrey ! Viens à Montpellier, première Métropole à investir après Paris dans les équipements culturels. Première Métropole à investir en termes de fonctionnement sur la culture. Je l'avais dit à Fleur Pellerin. Je l'avais invitée quatre ou cinq fois, elle n'a jamais daigné venir à Montpellier. Elle aurait dû !

Pour les fouilles archéologiques, qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 46 : CULTURE – SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA – MUSEE HENRI PRADES – DEMANDE DE SUBVENTIONS AU TITRE DE L'ANNEE 2017**

**Monsieur le Président**

Affaire 46, site archéologique Lattara, demande de subvention. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 47 : CULTURE – SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA MUSEE HENRI PRADES – ACTUALISATION 2016 DES TARIFS DE LA BOUTIQUE DU MUSEE HENRI PRADES – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 47, site archéologique toujours de Lattara, actualisation 2016 des tarifs. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 48 : CULTURE – MUSEE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'OPERA ORCHESTRE NATIONAL MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 48, musée Fabre, convention de partenariat avec l'Opéra orchestre national de Montpellier. Ne prennent pas part au vote Bernard Travier, Jean-Luc Cousquer, Christophe Cour, Guy Barral, Chantal Lévy-Rameau et Sonia Kerangueven. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 49 : CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SOCIETE LIVE NATION FRANCE DANS LE CADRE DU FESTIVAL I LOVE TECHNO 2016 – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 49, convention de partenariat avec la société Live Nation France dans le cadre du festival I Love Techno 2016. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 50 : CULTURE – RESEAU DES MEDIATHEQUES – PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE DEPLACEMENT AUX FRAIS REELS – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 50, réseau des médiathèques, prise en charge des frais de déplacement aux frais réels pour 1 000 euros. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix.

**Henri ROUILLEAULT**

Monsieur le Président, c'est un type de chose sur lequel la Cour des comptes est extrêmement sensible. En ce qui concerne les fonctionnaires, nous savons que contrairement au secteur privé il y a des remboursements forfaitaires et pas seulement aux frais réels. Quelques exceptions peuvent être faites pour quelques très hautes personnalités. Je suggère qu'il y ait une vérification préalable avec le contrôle financier, l'agent comptable, sur ces points-là. Je ne sais pas si elle a été faite. En tout cas c'est un point traditionnellement très sensible et ce serait idiot de se trouver en difficulté.

**Monsieur le Président**

Apparemment, cela ne pose pas de problème, Monsieur Rouilleault. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 51 : BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – AQUARIUM MARE NOSTRUM – MANDAT D'ETUDES ET DE REALISATION AVEC LA SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE – REDDITION DES COMPTES – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 51, aquarium Mare Nostrum. Je n'ai toujours pas trouvé le nom de la pieuvre. Et je cherche ! Maintenant, nous avons une raie guitare à laquelle Bernard Travier a donné à manger hier en conférence de presse. Il s'est amusé avec dans le bassin. Je mets aux voix l'affaire 51. Contre ? Abstentions ? Adoptée.



**AFFAIRE N° 52 : BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – ECOLO-  
THEQUE – CONVENTION DE DEVELOPPEMENT D’UN CENTRE DE RESSOURCES AVEC  
LE RECTORAT DE L’ACADEMIE DE MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 52, Ecolothèque, convention de développement d’un centre de ressources avec le Rectorat de l’académie de Montpellier. Pas de demande d’intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 53 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – NATATION ET PATINAGE SCO-  
LAIRE – CONVENTIONS DE PARTENARIAT – ANNEE SCOLAIRE 2016-2017 – AUTORISA-  
TION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 53, Monsieur Meissonnier, natation et patinage.

**Jean-Luc MEISSONNIER**

Monsieur le Président, chers collègues, il s’agit d’une convention avec l’Education nationale, la Région pour les lycées, le Département pour les collèges, et l’Université de Montpellier. Il s’agit de l’utilisation de la patinoire et des piscines.

**Monsieur le Président**

Monsieur Dudieuzère.

**Pierre DUDIEUZERE**

Quand Georges Frêche et Jean-Marcel Castet ont fait la piscine de Jacou, il était prévu que les enfants de Vendargues aillent à la piscine de Jacou. Or, à l’heure actuelle, ils vont à la piscine Nakache, ce qui augmente le temps de parcours qui est très long. Il y a un problème aussi de vestiaire. Il n’y a qu’un vestiaire. Cela fait supprimer aux enfants une demi-journée d’utilisation de la piscine. C’est très mal pris. Dans les écoles de Vendargues, les enseignants ne veulent plus les emmener. J’ai interrogé mon ami Jean-Luc et les services, j’ai eu une réponse négative. Je le prends très mal et je souhaiterais que les enfants de Vendargues retournent à Jacou ou peut-être à Saint-Brès si c’est possible. Ce n’est pas possible qu’ils aillent à Nakache.

**Monsieur le Président**

Je vous propose de le regarder dans le cadre de la piscine à construire à Saint-Brès.

**Pierre DUDIEUZERE**

Merci.

### **Monsieur le Président**

Dans le même créneau, j'ai demandé une revisite complète des créneaux des piscines pour les clubs qui nous l'ont demandé.

### **Pierre DUDIEUZERE**

Quand nous avons voté pour la piscine, nous avons voté d'abord pour les écoles et pour les enfants ; pas pour les associations.

### **Monsieur le Président**

J'entends bien, mais il y a des créneaux ouverts au public qui sont très peu fréquentés et qui peuvent faire l'objet de zones d'entraînement pour les clubs. Il faut tout rerépartir. J'ai demandé aux services de s'en occuper et je remercie Monsieur Marc Daniel qui a fait une proposition ; quand elle sera validée, nous la mettrons en œuvre.

Pour ce qui est de Vendargues, je vous propose Monsieur le Maire de l'étudier dans le cadre des créneaux que nous pouvons donner aux enfants de Vendargues à la future piscine de Saint-Brès, qui a fait l'objet d'un financement particulier sur le volet territorial du contrat de plan Etat Région comme s'y étaient engagés successivement les Présidents Georges Frêche, Christian Bourquin, Damien Alary et aujourd'hui Carole Delga.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

### **AFFAIRE N° 54 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – BATIMENTS SPORTIFS – AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION – INFRASTRUCTURE NUMERIQUE – APPLICATION MOBILE VOGO SPORT – AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

Affaire 54.

### **Jean-Luc MEISSONNIER**

Monsieur le Président, il s'agit de mise à disposition pour la société Vogo, par rapport à son application. C'est une convention sur trois années qui va nous rapporter 2 300 euros par an. Je vous rappelle que la société Vogo fait partie de la French Tech chère à Chantal Marion.

### **Monsieur le Président**

Exact. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

### **AFFAIRE N° 55 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE STATION D'EPURATION SUR LA COMMUNE DE SAINT**

## **GEORGES D'ORQUES – AVANT PROJET – DEMANDE D'AIDES FINANCIERES – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 55, construction d'une nouvelle station d'épuration sur la Commune de Saint Georges d'Orques. C'est un très gros projet estimé à 4,8 millions d'euros. Y a-t-il des questions particulières ? C'est Monsieur Calvat qui représente Monsieur Revol et qui peut répondre à vos questions. Renaud Calvat, c'est un sujet important, un gros dossier.

**Renaud CALVAT**

Monsieur le Président, chers collègues, la station d'épuration de Saint Georges d'Orques commence à dater. Elle date de 1966, elle ne correspond plus aux normes actuelles. La population a fortement évolué dans ce secteur-là, donc il est vraiment nécessaire aujourd'hui d'en construire une nouvelle. Nous vous proposons par cette délibération d'acter la construction ainsi que les demandes de subventions auprès de l'Agence de l'eau.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur Calvat. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

## **AFFAIRE N° 56 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RESSOURCE EN EAU – DIAGNOSTIC TERRITORIAL DES PRATIQUES EN ZONE AGRICOLE DE L'AIRE D'ALIMENTATION DU CAPTAGE DU LEZ – DEMANDE D'AIDES FINANCIERES**

**Monsieur le Président**

Affaire 56, ressource en eau, diagnostic territorial des pratiques en zone agricole de l'aire d'alimentation du captage du Lez. Qui demande des explications auprès du rapporteur Monsieur Renaud Calvat ? Madame Touzard.

**Isabelle TOUZARD**

Ce ne sont pas des explications, c'est juste un petit commentaire. Bien entendu, ces études sont très importantes pour la préservation de nos ressources en eau, mais il me semble important de ne pas dissocier cette étude sur les risques de pollution liés aux agriculteurs du fait que les agriculteurs aussi, de leur côté, ont besoin d'eau. Je pense qu'il est important d'approcher les agriculteurs et la profession agricole sur cette question de l'eau, pas uniquement sous l'angle (même si cette étude va être menée, je n'en doute pas, de façon très diplomatique) culpabilisant des agriculteurs. Si nous voulons arriver à des effets par rapport à la protection de nos sources, il faut en même temps prendre en compte leurs préoccupations, qui sont légitimes par rapport à la question de l'eau pour leur activité.

Dans le cadre de la politique agroécologique et alimentaire que nous menons, justement nous cherchons à soutenir et à développer des systèmes de production qui préservent l'agroécologie, qui préservent cette ressource mais, ne l'oublions pas, qui même s'ils sont économes en eau auront besoin d'eau pour perdurer.

## **Monsieur le Président**

Merci Madame Touzard, je partage votre réflexion. Concernant l'usage en eau pour les agriculteurs, il est bien intégré dans notre réflexion Commune les retenues collinaires au réseau Aqua Domitia. Je crois que c'est important de faire le même chemin que ce que d'autres font en Midi-Pyrénées, sur d'autres terroirs que le nôtre. Dans la frange méditerranéenne, nous avons toute capacité à, de temps en temps, utiliser cette façon de faire pour permettre aux cantons de l'Hérault, au grand territoire de la Métropole, d'avoir des réserves d'eau naturelles qui ne viennent pas nécessairement du réseau Aqua Domitia et de l'eau brute transférée par ce réseau. Monsieur Calvat.

## **Renaud CALVAT**

Monsieur le Président, bien sûr je partage ce que vient de dire Isabelle. Cette étude se fera en partenariat étroit avec la Communauté de Communes du Pic Saint-Loup. Comme tout le monde le sait, la source du Lez est située non pas dans la Métropole mais aux Matelles et la plupart de ces terres agricoles ne sont pas situées sur le territoire de la Métropole. Nous l'avons dit lors de plusieurs débats ici : l'eau n'a pas de frontières administratives et c'est important de pouvoir monter le partenariat que la Métropole entretient avec la Communauté de Communes du Pic Saint-Loup.

## **Monsieur le Président**

Oui, et je me félicite des relations qui existent entre les services de la Métropole et ceux du Grand pic Saint-Loup. Je me félicite des relations que nous avons avec le Maire des Matelles, mon ami Alain Barbe. Nous sommes en voie de réaliser un accord important entre les deux intercommunalités, la nôtre et celle du Pic Saint-Loup, concernant l'eau. Je ne vais pas dans le détail à cette heure-là ; d'abord il faut finaliser les accords et ensuite cela fera l'objet d'une publication Commune.

Monsieur le Maire de Montaud.

## **Joël RAYMOND**

Chers collègues, Monsieur le Président, cette délibération en effet est importante pour préserver nos ressources et je regrette que sur cette délibération il n'y ait que la notion « agricole ». Attention de ne pas stigmatiser les agriculteurs quand on pointe l'usage des produits phyto, dits de manière plus classique « les pesticides », dans l'eau, pour éviter de se retrouver confrontés à l'espèce d'impasse de travailler ensemble, collectivement, monde agricole et tout acteur sur un territoire.

Il aurait été bien vu d'indiquer dans cette délibération la notion également de « non agricole » puisqu'il me semble que des collectivités, des particuliers utilisent également des produits phytosanitaires dans leur jardin, sur leur balcon entre autres. C'est ma première remarque.

Ma deuxième observation concerne votre commentaire sur les retenues collinaires. Je vais vous le dire franchement : je n'y crois pas du tout. Pourquoi ? Nous ne sommes pas sur un territoire équivalent à celui de Midi-Pyrénées. Nous n'avons pas du tout la même topographie, pas du tout la même pluviométrie, pas la même fréquence de pluie, donc je pense que sur le territoire métropolitain, il sera difficile de faire accepter des retenues collinaires pour pouvoir engager une irrigation de nos parcelles agricoles ou liées à l'élevage.

Je crois que la distribution de l'eau brute doit se faire en avancement par rapport au réseau Aqua Domitia tel qu'il a été prévu, et que les extensions, mêmes minimales, doivent être appuyées et permettre de développer l'agriculture sur notre territoire pour que celle-ci soit productive, tant d'un point de vue économique

qu'environnemental, et également qu'elle réponde à l'alimentation saine telle que le définit Madame Tournard dans son programme agro-environnemental. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur le Maire. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N° 57 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – PAPI 2 LEZ-MOSSON – SURVEILLANCE, PREVISION DES CRUES ET DES INONDATIONS – DEMANDE D'AIDES FINANCIERES – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 57, PAPI 2, Lez-Mosson, surveillance, prévision des crues et des inondations. Madame Galabrun, Vice-Présidente.

**Jackie GALABRUN-BOULBES**

Bonsoir. C'est une demande de subvention le cadre du PAPI 2 Lez-Mosson pour plusieurs sujets : pour la surveillance (nous allons mettre une quinzaine d'échelles limnimétriques), pour la prévision, l'alerte et la gestion du risque inondation dans les secteurs stratégiques du bassin versant sur lequel est développé le système Ville en alerte par la mise en place de capteurs supplémentaires, et ensuite pour la prévision des crues sur le bassin versant de la Mosson, par l'implantation de piézomètres complémentaires et d'abaques déterminant la relation entre la formation des crues de la Mosson et le niveau de remplissage du kartz. Demande de subvention.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup. Qui veut des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Je le répète : le PAPI 2 et les différents financements, Etat, Région, Métropole, ont été signés entre les deux tours des Régionales pour accélérer les travaux et faire en sorte que les populations ne soient pas handicapées par la joute électorale. Je remercie le Président Alary qui à l'époque était aux commandes, et le Préfet, Monsieur de Bousquet. Je mets aux voix l'affaire 57. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 58 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES – RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ELIMINATION DES DECHETS POUR L'ANNEE 2015 – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 58, prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public, il s'agit de la collecte et du traitement des déchets ménagers et assimilés. C'est le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets pour l'année 2015.

Je mets aux voix. Contre ? Un contre. Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 59 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC ACM HABITAT POUR L'AMELIORATION DE LA GESTION DES DECHETS ET DE LA PROPRETE AUX ABORDS DES RESIDENCES – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 59, convention de partenariat avec ACM habitat pour l'amélioration de la gestion des déchets et de la propreté aux abords des résidences.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme R. ILLAIRE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 60 : TRANSPORTS ET MOBILITE – SCHEMA DIRECTEUR DES MOBILITES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – ADOPTION DES MESURES – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

L'affaire 60 est retirée.

**AFFAIRE N° 61 : TRANSPORTS ET MOBILITE – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 – MARCHE COMPLEMENTAIRE N° 8422 DE TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES, DEVOIEMENT DE RESEAUX HUMIDES, ESPACES VERTS ET MOBILIERS URBAINS – COMPLEMENT A LA DELIBERATION N° 13688 DU 24 FEVRIER 2016 – AUTORISATION DE SIGNATURE 13 JUILLET 2016**

**Monsieur le Président**

Affaire 61, transport et mobilité, bouclage ligne 4, marché complémentaire de travaux d'infrastructure, dévoiement de réseaux humides. Qui demande des explications auprès de la Vice-Présidente, Madame Isabelle Gianiel ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 62 : TRANSPORTS ET MOBILITE – RESEAU DE TRANSPORT – AVENANT N° 1 AU MARCHE COMPLEMENTAIRE BILLETTIQUE 8 271 – AUTORISATION DE SIGNATURE**

Affaire 62, réseau de transport, avenant numéro 1 au marché complémentaire billettique. Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Un contre. Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 63 : TRANSPORTS ET MOBILITE – TUNNEL DE LA COMEDIE – MARCHE N° 4363DM16 DE MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET DE SECURITE DU TUNNEL DE LA COMEDIE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 63 : tunnel de la Comédie, marché de maintenance des équipements électriques. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 64 : TRANSPORTS ET MOBILITE – TRANSPORT EN COMMUN – MODIFICATION DE LA GRILLE TARIFAIRE ET DU REGLEMENT INTERIEUR – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 64, transports en commun, modification de la grille tarifaire. Madame Gianiel.

**Isabelle GIANIEL**

Monsieur le Président, chers collègues, vous le savez sans doute : depuis 2012, les tarifs du tramway sont non seulement inchangés, mais en 2014 nous avons procédé à un toilettage important de la grille tarifaire qui visait vraiment à rendre le réseau encore plus attractif, et cela a marché. Cela a marché parce que nous avons mis en place deux titres qui ont particulièrement connu du succès, c'est le fameux titre de dix voyages à 10 euros, le ticket 1 euro, et également l'abonnement jeunes à 196 euros.

**Monsieur le Président**

Nous avons diminué de 245 à 196. Pour les familles : 50 euros de moins par abonnement annuel pour les jeunes. Les familles qui ont trois enfants, cela fait 150 euros économisés, c'était notre engagement. Le carnet de dix tickets, 10 euros. Un ticket égale 1 euro.

**Isabelle GIANIEL**

Cette politique tarifaire extrêmement attractive a été accompagnée très fortement par TaM. Je tiens à le souligner et à le rappeler : Monsieur Frizot, en son temps, a fait le choix audacieux de recruter trente personnels supplémentaires sur le réseau pour assurer non seulement la sécurité mais également des contrôles complémentaires. Force est de constater que ce partenariat étroit entre la TaM et la Métropole a permis d'augmenter très fortement la fréquentation du réseau. C'est +10 % globalement, stabilisé depuis la rentrée 2014. C'est un premier point, un premier bilan.

En parallèle, début 2014 nous avons pris une augmentation de la TVA de 7 à 10 % sans changer les tarifs, et aujourd'hui, je vous propose de modifier, d'effectuer, de manière relativement marginale, un toilettage léger vers le haut de certains titres de transport qui ne sont pas les plus utilisés. Il est hors de question, bien entendu, de toucher à ce qui marche, il est hors de question de toucher aux tickets dix voyages 10 euros, mais également à l'abonnement jeunes. Il est hors de question de toucher aux tarifs sociaux. Il s'agit d'ajuster de manière marginale entre 5 et 7 % les tarifs qui vous sont proposés dans la délibération, et pour donner quelques exemples – que ce soit bien parlant, dans la logique évoquée tout à l'heure – pour avoir des avant/après quand on présente des délibérations, même si généralement le travail est fait en commission, il vous est proposé de passer le forfait une journée qui était à 4 euros, à 4,30 euros. Le forfait famille qui était à 6 euros passerait à 6,30 euros. Le forfait sept jours qui est à 15,60 euros actuellement passerait à 16,50 euros. Voilà le type d'ajustements que nous vous proposons.

Pour être parfaitement complète, j'ajouterai à l'attention de Max Lévi que cette modification de la grille tarifaire devrait nous rapporter 500 000 euros de recettes sur le budget annexe des transports l'année prochaine. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ? Madame Brissaud. Allez-y, Madame Brissaud.

**Anne BRISSAUD**

Monsieur le Président, chers collègues, il est très habile de faire présenter ce sujet par votre Vice-Présidente puisqu'évidemment nous avons abordé cette question en commission. Pendant la commission, nous avons demandé que les tarifs de l'année précédente ou des années précédentes soient ajoutés.

**Monsieur le Président**

Madame Brissaud, pardonnez-moi mais il est normal qu'une Vice-Présidente ou qu'un Vice-Président s'exprime.

**Anne BRISSAUD**

Oui, mais ce n'est pas toujours le cas, vous l'admettez.

**Monsieur le Président**

Sinon, vous me diriez : « *Monsieur Saurel est un autoritaire, un autocrate et monopolise la parole pour lui.* » Vous me le reprochez de temps en temps, donnez-moi acte que c'est normal que les Vice-Présidents s'expriment.

**Anne BRISSAUD**

Sur ce sujet en particulier, il est très habile de faire parler Madame Gianiel. Quand nous regardons exactement ce que vous appelez un « *toilettage léger* », nous pouvons nous étonner qu'une augmentation entre 4,5 et 7,5 % soit légère. C'est important. Vous dites que vous n'avez pas augmenté ces tarifs depuis 2012 mais excusez-moi : c'est une augmentation importante et qui touche les familles.

Bien sûr, vous dites que le ticket de dix voyages à 10 euros bénéficie aux habitants de la Métropole en particulier, très bien, je ne mets pas en question cela. En revanche, pourquoi le tarif famille et le forfait famille finalement passent-ils de 6 euros à 6,30 euros ? Vous avez donné vos raisons. Maintenant, il me semble que



nous pourrions aussi faire un forfait préférentiel pour les habitants de la Métropole, comme cela nous serions sûrs qu'ils paieraient leurs transports moins chers – en plus ils participent à son financement – que les touristes. Je suis d'avis que les touristes doivent participer au financement de nos lignes de transport.

Si nous voulons être sûrs que cela bénéficie aux familles de la Métropole, on n'augmente pas les tarifs préférentiels pour les familles de la Métropole, mais on les augmente uniquement pour les voyageurs qui viennent de l'extérieur. Voilà ma remarque, c'est pour cela que les membres du groupe Libres et humanistes voteront contre cette délibération.

**Monsieur le Président**

Vous savez qu'il commence à me plaire, votre groupe ?

**Anne BRISSAUD**

J'espère, parce qu'il va falloir vous habituer.

**Monsieur le Président**

Franchement.

**Anne BRISSAUD**

Cela a du sens.

**Monsieur le Président**

J'ai un petit truc, une petite émotion interne qui se développe progressivement.

**Anne BRISSAUD**

L'important est que vous entendiez nos remarques, et que vous preniez en considération nos suggestions, Monsieur le Président.

**Monsieur le Président**

Pourquoi, le reste n'est pas important ?

**Anne BRISSAUD**

Finalement, votre jugement, non, pas tant que cela.

**Monsieur le Président**

On se fout des êtres humains et de ce qu'ils pensent, de ce qu'ils sentent !

**Anne BRISSAUD**

Nous sommes là pour donner notre opinion sur certains sujets et nous espérons que vous l'entendrez. Là est mon propos.

**Monsieur le Président**

Je vous ai entendue. Je vais mettre aux voix, puisque c'est comme cela. 64, qui est contre ? Quatre contre. Qui s'abstient ? Vous avez voté comme le Front national. C'est bien.

**Anne BRISSAUD**

Cela vous plaît !

**Monsieur le Président**

C'est assez récurrent.

**AFFAIRE N° 65 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONTOURNEMENT FERROVIAIRE NÎMES-MONTPELLIER (CNM) – CONVENTION RELATIVE AU RETABLISSEMENT DE LA RUE DU MAS-ROUGE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 65, contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier, convention relative au rétablissement de la rue du Mas-Rouge. Monsieur Youssous.

**Rabii YOUSSEUS**

Chers collègues, le contournement de Nîmes Montpellier intercepte la rue du Mas-Rouge qui constitue un axe de liaison entre les Communes de Montpellier et de Lattes. Cette voie doit être rétablie par Oc'Via, maître d'ouvrage des travaux du CNM. La convention qu'il vous est donc proposé de signer avec la société Oc'Via fixe les conditions techniques du rétablissement, les conditions financières du rétablissement, financées à 100 % par Oc'Via, et les conditions administratives. Les voiries nouvelles réalisées seront remises à la Métropole qui en assurera la gestion. L'ouvrage de franchissement restera propriété d'Oc'Via qui en assurera l'entretien.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur Youssous. Qui demande des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N° 66 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MARCHE N° 4592EP16 – SERRURERIE DE VOIRIE – TRAVAUX DE DEPOSE ET DE POSE – MAINTENANCE ET FOURNITURE – LANCEMENT DE LA CONSULTATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Marché de serrurerie et de voirie. Qui demande des explications auprès du Vice-Président Rabii Youssous ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 67 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER – TRAVAUX DE DEPOSE ET POSE, MAINTENANCE ET FOURNITURE DE SERRURERIE DE VOIRIE SUR LE TERRITOIRE DE LA METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 67, convention de groupement de commandes avec la Ville de Montpellier, travaux de dépose, pose, maintenance et fourniture de serrurerie. Je mets aux voix la serrurerie, la *serradura*. Contre ? Abstentions ? Un contre. Adoptée.

**AFFAIRE N° 68 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – SAINT-JEAN-DE-VEDAS – REQUALIFICATION AVENUE CLEMENCEAU – DEMANDE DE SUBVENTION**

**Monsieur le Président**

Affaire 68, Saint-Jean-de-Védas, requalification de l'avenue Clémenceau, demande de subvention. Monsieur Youssous.

**Rabii YOUSSEUS**

La Commune de Saint Jean de Védas a requalifié en 2014 l'allée du Bois au profit des piétons et des cyclistes. A cette occasion, l'ensemble des réseaux ont été repris, notamment le réseau pluvial. Il convient donc de poursuivre l'opération sur l'avenue Clémenceau depuis sa jonction avec l'allée du Bois jusqu'à son exutoire vers la Mosson. Une longueur environ de 500 mètres. Le coût prévisionnel de l'opération est de 336 750 euros. Cela impacte la route départementale 32. Il est donc proposé d'autoriser le dépôt de demande de subvention pour ce projet.

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Merci Monsieur Youssous.

**AFFAIRE N° 69 : HORS COMMISSION – SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DE THAU – INTEGRATION DES EPCI DONT UNE PARTIE DU TERRITOIRE EST INSCRIT DANS LE PERIMETRE HYDROGRAPHIQUE DU BASSIN DE THAU – EVOLUTION DES STATUTS ET DU PERIMETRE – ADHESION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION – DESIGNATION DE REPRESENTANTS**

**Monsieur le Président**

Je passe à l'affaire suivante. Il s'agit de l'affaire 69. Il s'agit là du Syndicat mixte du bassin de Thau. L'intégration des EPCI dans une partie du territoire est inscrite dans le périmètre hydrographique du bassin de Thau. C'est Madame Galabrun qui propose cela. Allez-y, Madame Galabrun.

## **Jackie GALABRUN-BOULBES**

Nous vous proposons d'intégrer le Syndicat mixte du bassin de Thau, pour cela il faudra élire trois délégués titulaires et un suppléant. Nous avons trois Communes concernées dans ce syndicat qui sont Fabrègues, Cournonterral et Cournonsec. Je ne sais pas si c'est un vote à main levée ou si c'est un vote à bulletin secret.

### **Monsieur le Président**

Nous vous proposons les candidatures des trois titulaires suivants : Monsieur Alauzet pour la ville de Fabrègues, Madame Illaire, Maire de Cournonsec, et Madame Galabrun-Boulbes, Vice-Présidente. Et comme suppléant Monsieur Breysse, Maire de Cournonterral. Y a-t-il d'autres candidatures ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité. Elus à l'unanimité.

## **AFFAIRE N° 70 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – REPRESENTANTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AU SEIN DE L'ASSEMBLEE DES TERRITOIRES DE LA REGION – DESIGNATION**

### **Monsieur le Président**

Affaire 70, organismes extérieurs, représentants de Montpellier Méditerranée Métropole. Il s'agit là de l'instance construite par la Région Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées (Occitanie) qui porte le nom d'Assemblée des Territoires. Il est proposé les candidatures suivantes : en qualité de titulaires, votre serviteur, et Madame Dardé, première Vice-Présidente. Et en qualité de représentants suppléants, Monsieur Jaoul, Maire de Saint-Brès, Madame Dray-Fitoussi. Y a-t-il d'autres candidats ?

### **Henri ROUILLEAULT**

Ce n'est pas une candidature, c'est juste une remarque. Ce que vous appeliez le Parlement des Territoires devient obsolète dans cette optique puisque cette assemblée devrait jouer le même rôle ; en revanche, la question de la coopération que vous appelez le G7 avec les collectivités les plus proches reste une question de grande importance.

### **Monsieur le Président**

Non, c'est faux, ce n'est pas cela, Monsieur Rouilleault. Pour être totalement exact, l'Assemblée des Territoires que propose Madame Delga s'établit sur treize départements, c'est-à-dire sur les départements de la Grande Région. Une forme de connivence géographique s'établit sur les cinq départements de l'ancienne Région et du volet Sud de l'Aveyron, avec qui nous avons des relations.

Ensuite, personne ne peut nous empêcher de coopérer. Je vais un peu plus loin : j'ai déposé le titre de « Parlement des Territoires » à l'INPI. L'Assemblée des Territoires me prouve que j'ai raison.

Madame Bouallaga s'est bien abstenue hier soir, d'ailleurs elle est partie avant que je ne le dise. Le mensonge incarné.

Monsieur Rouilleault, le G7 est utile parce qu'il nous permet de travailler avec les Communautés de Communes voisines, mais le Grand territoire est utile. D'ailleurs, je vais vous dire combien il est utile. Lorsque Monsieur Fina est allé défendre la Métropole à Matignon dans le cadre de la nouvelle formule proposée par l'Etat – Valls-Baylet – sur le contrat Etat-Métropole, il a été clairement spécifié, soutenu par l'association

France urbaine, que pour que la Métropole soit pertinente, il fallait qu'elle ait créé autour d'elle un pôle métropolitain. Eh bien, le Parlement des Territoires est le pôle métropolitain de la Métropole. C'est le grand territoire de la Métropole avec qui nous passons des partenariats.

Plus de coopération ne tue jamais. On ne coopère jamais assez. A ce titre, mon ami Leoluca Orlando, le Maire de Palerme, qui a écrit un livre magnifique sur les Maires du monde entier et qui a créé une instance de coopération qui s'appelle Parliament of Mayors, le Parlement des Maires, rassemblera 25 grandes Villes de la planète à La Haye le 10 septembre. Montpellier a été conviée. C'est une très belle initiative qui va dans le sens de la coopération.

Je mets aux voix l'affaire 70. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 71 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – REPRESENTANT DE LA METROPOLE AU SEIN DE L'ECOLE SUPERIEURE DES BEAUX-ARTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (ESBAMA) – DESIGNATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 71, organismes extérieurs représentant de la Métropole au sein de l'Ecole supérieure des beaux-arts. Je vous propose la candidature de Madame Sonia Kerangueven, Adjointe à culture de la Ville de Montpellier. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 72 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – REPRESENTANT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA COMMUNAUTE D'UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS (COMUE) LANGUEDOC-ROUSSILLON UNIVERSITES – DESIGNATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 72 : représentant de Montpellier Métropole au sein du Conseil d'administration de la COMUE, la COMUE étant l'instance composée de huit partenaires historiques : l'UM, la chimie, le CNRS... aide-moi, Max ! Montpellier 3, Perpignan, Nîmes, Alès... Il y a huit partenaires historiques.

Dans cette période où nous venons de perdre quatre fois à la suite l>IDEX, je vous propose ma candidature pour représenter la Métropole au sein de la COMUE. On ne peut pas laisser une grande Région comme la nôtre sans zone d'excellence universitaire, puisque Toulouse vient de perdre l>IDEX, a été rattrapée par le Gouvernement sur les crédits. Ils sont arrivés, mais l'Université était en grand déficit. N'empêche que le label IDEX, ils l'ont perdu. Nous, quatre fois nous l'avons raté, pour des raisons que j'ai déjà exprimées ici. Il faut que les Universités soient rassemblées, même si elles ne fusionnent pas, et qu'elles développent un secteur sciences sociales. Sans les sciences sociales, il ne peut pas y avoir d>IDEX.

Dans la mesure où la fusion ne s'est faite qu'entre Montpellier 1 et Montpellier 2, et que Perpignan est partie, Nîmes est partie, Montpellier 3 est partie, il n'y a que la COMUE qui à terme peut donner l'espoir d'une fédération des universités capable d'obtenir l>IDEX.

J'ai rencontré ce matin le Président de Montpellier 3. La semaine prochaine, je rencontrerai le Président de l'UM, Monsieur Philippe Augé. J'ai rencontré l'un des candidats à la présidence de la COMUE, Monsieur Gilles Halbout.

La Métropole– vous – avait voté 15 millions d'euros dans le contrat de plan Etat Région pour l'Université. On ne peut pas laisser partir cela à vau-l'eau. Il faut que l'Université de Montpellier – je dis la même chose pour Toulouse d'ailleurs, je suis sûr que Jean-Luc Moudenc a la même idée – soit un phare universitaire sur la planète. Quand les étudiants viennent faire leurs études, ils font leur choix sur l'excellence universitaire. Et si l'on joue en deuxième division, ils ne choisissent pas Montpellier ni Toulouse. Ils choisissent ailleurs. C'est dommage pour nous. Cela ne peut se faire qu'en rassemblant les Universités.

Je mets aux voix. J'avais proposé Chantal Marion pour représenter la Métropole. Nous nous sommes entendus pour que ce soit moi qui le fasse, le temps de passer un certain nombre de courants rapides. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

### **AFFAIRE N° 73 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE SERM – RAPPORT SPECIAL 2015 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PREROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 73, organismes extérieurs, société anonyme d'économie mixte SERM, rapport spécial 2015 sur les conditions d'exercice et prérogatives de la puissance publique. Madame Guiraud.

**Isabelle GUIRAUD**

Très rapidement Monsieur le Président, mes chers collègues, la SERM exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation des opérations d'aménagement faites sur le territoire. Il s'agit de faire état des procédures judiciaires en cours sur Saint Jean de Védas et sur Montpellier, tout simplement.

**Isabelle GUIRAUD**

C'est Prades-le-Lez, mon petit camarade, excusez-moi.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Je reviens sur ce qu'a dit Madame Bouallaga. Je demande que tous ses propos soient portés de façon très précise au procès-verbal de la séance de ce jour. On ne peut pas traiter la démocratie de cette façon. Je passe à l'affaire suivante.

Nous avons vérifié, vous vous êtes abstenue, Madame Bouallaga. Vous avez menti encore une fois, je l'ai fait noter au procès-verbal, il faut dire la vérité. Cela vous étouffe mais c'est la vérité.

Nous l'avons vérifié. Je vous demande de tout noter s'il vous plaît. C'est de la discrimination, c'est bien !

**AFFAIRE N° 74 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE – SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM) – RAPPORT ANNUEL 2015 DE L'ADMINISTRATEUR – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Société anonyme d'économie mixte, société d'équipement de la Région de Montpellier, rapport annuel 2015, toujours Madame Guiraud.

**Isabelle GUIRAUD**

Rapidement, pour donner une bonne ambiance, tout simplement pour féliciter Monsieur Perez qui est le Directeur de la SERM, qui fait un excellent travail sous l'excellente présidence de Monsieur Max Lévida. Monsieur Perez a pris un certain nombre de mesures pour redresser notamment la branche aménagement de la SERM, qui aujourd'hui encore est une branche déficitaire, mais il y a de la réorganisation, il y a de l'optimisation, il y a des recherches d'économies. Il faut donner un peu de temps au temps. Tout cela est en train de se redresser. C'est vrai : il y a une petite baisse de chiffre d'affaires, mais tout va aller pour le mieux dans le meilleur des mondes, très prochainement. Merci à Monsieur Perez et à Monsieur Lévida.

**Monsieur le Président**

Merci à vous Madame Guiraud. Je mets l'affaire 74 aux voix. Monsieur Rouilleault.

**Henri ROUILLEAULT**

Une baisse de 10 % du chiffre d'affaires n'est pas une petite baisse. Cela peut tenir à des causes multiples : la réduction des investissements publics – des affaires sur lesquelles nous intervenons –, des effets de cycle électoral – nous savons que cela joue un rôle sur le cycle de six ans par rapport aux investissements des collectivités, aussi être des pertes de compétitivité qui font qu'il y a des pertes d'appels d'offres. Cela mérite d'être regardé de très près. Je sais bien que quand on fait le total, que j'ai regardé rapidement avec la SA3M, la baisse est d'un peu moins de 10 %, elle est de moitié, mais cela reste significatif. On ne peut pas laisser passer le terme « *petite baisse* ». C'est vraiment significatif et bon courage pour remettre cela sur le bon rail.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur Rouilleault, mais vous savez, la SERM et la SA3M, quand nous avons choisi d'en changer la direction, faisaient l'objet d'une procédure d'alerte du Commissaire aux comptes. Aujourd'hui, les résultats de la SERM et de la SA3M sont positifs.

Je mets aux voix l'affaire présentée par Madame Guiraud. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 75 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – SOCIETE PUBLIQUE LOCALE SA3M – RAPPORT SPECIAL 2015 SUR LES CONDITIONS D’EXERCICE DES PREROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 75, société publique locale SA3M, rapport social sur les conditions d’exercice des prérogatives de la puissance publique. Qui souhaite s’exprimer ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l’unanimité.

**AFFAIRE N° 76 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – SOCIETE PUBLIQUE LOCALE – SA3M – RAPPORT ANNUEL 2015 DE L’ADMINISTRATEUR – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire suivante, il s’agit de la société publique SA3M, c’est le rapport annuel 2015. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 77 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – SOCIETE ANONYME D’ECONOMIE MIXTE LOCALE SOMIMON – RAPPORT ANNUEL 2015 DE L’ADMINISTRATEUR – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 77, Société anonyme d’économie mixte SOMIMON. Qui demande des explications particulières à Madame Galabrun-Boulbes ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 78 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – SOCIETE PUBLIQUE LOCALE D’AMENAGEMENT – OR AMENAGEMENT – RAPPORT ANNUEL 2015 DE L’ADMINISTRATEUR – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 78, organismes extérieurs, Société publique locale d’aménagement, rapport annuel. Qui veut des explications ? C’est Or aménagement. Qui demande des explications auprès du rapporteur Monsieur Jean-Pierre Rico, Maire de Pérols ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.



**AFFAIRE N° 79 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE MONTPELLIER EVENTS – RAPPORT ANNUEL 2015 DE L'ADMINISTRATEUR – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 79, organismes extérieurs, société anonyme d'économie mixte locale Montpellier Events. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ?

Lorsque j'ai pris la présidence de Montpellier Events, il y avait un déficit de 700 000 euros. Nous sommes en train, avec Monsieur Cédric Fiolet, nouveau Directeur, de remettre les choses à plat et nous le faisons en partenariat étroit avec la Région pour laquelle j'ai accepté l'architecture du comité stratégique. Le comité stratégique est paritaire Métropole/Région, intègre le Maire de Pérols puisqu'une partie des équipements sont sur Pérols, et intègre aussi le Conseil départemental de l'Hérault, la Caisse des dépôts et la Caisse d'épargne. Je dois dire que les travaux que nous y menons sont particulièrement efficaces et se font en bonne intelligence. C'est la raison pour laquelle le contrat de plan Etat Région Métropole a été signé dans d'excellentes conditions avec la Présidente Carole Delga que je remercie.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Je remercie, certes, Carole Delga, mais je remercie aussi tous les Conseillers Régionaux parce qu'ils ont voté à l'unanimité, c'est vrai, il faut dire la vérité ! Vous avez réussi votre entrée, Madame Jamet, c'est bien. Le contrat de plan Etat Région avec la Métropole a été voté à l'unanimité du Conseil Régional, 158. Il y a eu quelques abstentions mais pas de votre contre.

**AFFAIRE N° 80 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE BRL – RAPPORT ANNUEL 2015 DE L'ADMINISTRATEUR – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

80, organismes extérieurs, société anonyme d'économie mixte BRL. Qui demande des explications au rapporteur Madame Isabelle Gianiel ? Je mets aux voix. Contre ? Un contre. Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 81 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE – SFMA – RAPPORT ANNUEL 2015 DE L'ADMINISTRATEUR – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 81, société anonyme d'économie mixte SFMA. Qui demande des explications auprès du rapporteur Madame Yague Annie ? Je mets aux voix. Allez-y, Madame Bouallaga.

**Sabria BOUALLAGA**

Je constate que vous avez profité de mon absence pour vous lâcher, vulgairement, sur des mensonges.

**Monsieur le Président**

Vous n'avez qu'à rester en séance.

**Sabria BOUALLAGA**

Vous en avez profité.

**Monsieur le Président**

Vous n'avez qu'à rester en séance.

**Sabria BOUALLAGA**

Vous en avez profité.

**Monsieur le Président**

Je vous le dis en face : vous mentez, vous vous êtes abstenue et c'est marqué au procès-verbal.

**Sabria BOUALLAGA**

Ecoutez-moi. Vous me faites payer mes prises de position, et le courage que j'ai et que vous n'avez pas.

**Monsieur le Président**

Vous avez voté le contraire hier soir.

**Sabria BOUALLAGA**

Le courage, c'est de ne pas succomber au mensonge. Comme vous êtes un bon communicant, vous élaborez une communication de presse pour vous excuser, parce que vous êtes un menteur. Je ne me suis pas abstenue et j'assume mes décisions.

**Monsieur le Président**

Si, nous avons la bande.

**Sabria BOUALLAGA**

Vous êtes un menteur.

**AFFAIRE N° 82 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – SOCIETE PUBLIQUE LOCALE – LRAD – RAPPORT ANNUEL 2015 DE L'ADMINISTRATEUR – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications auprès d'Isabelle Marsala, rapporteur ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Une contre. Adoptée.

**AFFAIRE N° 83 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE TAM – RAPPORT ANNUEL 2015 DE L'ADMINISTRATEUR – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 83, société anonyme d'économie mixte locale TaM. Qui demande des explications particulières au rapporteur sur le rapport annuel 2015 des administrateurs qui est Monsieur El Kandoussi ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Un contre. Adopté à l'unanimité.

Chers collègues, merci pour ce très beau Conseil. Je voudrais vous souhaiter d'excellentes vacances d'été. Reposez-vous bien, bronzes, prenez du plaisir parce qu'à la rentrée cela va être chaud. Merci à tous !

*L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.*